

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

JPMORGAN CHASE BANK, NATIONAL ASSOCIATION

Siège social : 270 Park Avenue, New York U.S.A.

Succursale en France : JPMCB Paris.

Adresse de la succursale : 14, place Vendôme, 75001 Paris.

Dotation de l'agence française : 175 152 685 euros.

712 041 334 R.C.S. Paris.

Extrait du rapport annuel de JPMORGAN CHASE & CO NY 2020**I. – BILANS CONSOLIDÉS.**

Au 31 décembre (en millions, sauf pour les montants par action)	2020	2019
	\$	\$
Actifs		
Liquidités et créances sur les banques	24,874	21,704
Dépôts bancaires	502,735	241,927
Fonds fédéraux cédés et titres acquis dans le cadre de contrats de revente (dont 238 015 \$ et 14 561 \$ à leur juste valeur)	296,284	249,157
Titres empruntés (dont 52 983 \$ et 6 237 \$ à leur juste valeur)	160,635	139,758
Actifs de transaction (dont actifs donnés en garantie pour 130 645 \$ et 111 522 \$) ^(a)	503,126	369,687
Titres détenus jusqu'à leur échéance (nets des provisions pour pertes sur crédit pour 78 \$)	201,821	47,540
Titres de placement, net des provisions pour pertes sur crédit	589,999	398,239
Prêts (dont 44 474 \$ et 44 955 \$ à leurs justes valeurs) ^(a)	1,012,853	997,620
Provisions pour pertes sur crédit	(28,328)	(13,123)
Prêts, nets de provision pour pertes sur prêts	984,525	984,497
Intérêts courus et créances à percevoir	90,503	72,861
Locaux et équipements	27,109	25,813
<i>Goodwill</i> , droits de gestion des prêts hypothécaires et autres immobilisations incorporelles	53,428	53,341
Autres actifs (dont 13 827 \$ et 12,676 \$ à leur juste valeur et actifs donnés en garantie pour 3 739 \$ et 3 349 \$) ^(a)	152,853	130,395
Total de l'actif^(b)	3,386,071	2,687,379
Passif		
Dépôts (dont 14 484 \$ et 28 589 \$ à leur juste valeur)	2,144,257	1,562,431
Fonds fédéraux acquis et titres prêtés ou cédés dans le cadre de contrats de rachat (dont 155 735 \$ et 549 \$ à leur juste valeur)	215,209	183,675
Emprunt à court terme (dont 16 893 \$ et 5 920 \$ à leur juste valeur)	45,208	40,920
Passifs de transaction	170,181	119,277
Comptes débiteurs et passifs divers (dont 3 476 \$ et 3 728 \$ à leur juste valeur)	232,599	210,407
Intérêts bénéficiaires émis par des entités à intérêts variables consolidées (VIE) (dont 41 \$ et 36 \$ à leur juste valeur)	17,578	17,841
Dette à long terme (dont 76 817 \$ et 75 745 \$ à leur juste valeur)	281,685	291,498
Total du passif^(b)	3,106,717	2,426,049

Engagements et passifs éventuels (voir Notes 28, 29 et 30)		
Capitaux propres		
Actions privilégiées (valeur de 1 \$, 200 000 000 d'actions autorisées, 3 006 250 et 2 699 250 actions émises)	30,063	26,993
Actions ordinaires (valeur de 1 \$, 9 000 000 000 d'actions autorisées, 4 104 933 895 actions émises)	4,105	4,105
Excédent de capital	88,394	88,522
Bénéfices non distribués	236,990	223,211
Autre résultat global cumulé	7,986	1,569
Actions détenues dans le Trust RSU, à leur coût d'achat (zéro et 472 953 actions)	—	(21)
Actions propres, au coût d'achat (1 055 499 435 et 1 020 912 567 actions)	(88,184)	(83,049)
Total des capitaux propres	279,354	261,330
Total du passif et des capitaux propres	3,386,071	2,687,379
A compter du 1 ^{er} janvier 2020, la Société a adopté les directives comptables CECL. Se reporter à la Note 1 pour de plus amples informations.		
(a) Au troisième trimestre de 2020, la Société a reclassé certaines positions liées à des prêts ayant fait l'objet de l'option de l'évaluation à la juste valeur des actifs de transaction en prêts et autres actifs. Les montants des périodes antérieures ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.		
(b) Le tableau suivant présente des informations sur les actifs et les passifs liés aux VIE qui sont consolidées par la Société au 31 décembre 2020 et 2019. Les actifs des VIE consolidées sont utilisés pour régler les passifs de ces entités. Les détenteurs des intérêts bénéficiaires n'ont pas recours au crédit général de JPMorgan Chase. Les actifs et les passifs du tableau ci-dessous comprennent les actifs et les passifs de tiers des VIE consolidées et excluent les soldes intersociétés qui s'éliminent dans la consolidation. Se reporter à la Note 14 pour une discussion plus approfondie.		

31 décembre, (en millions)	2020	2019
	\$	\$
Actifs		
Actifs de transaction	1,934	2,633
Prêts	37,619	42,931
Tous les autres actifs	681	881
Total des actifs	40,234	46,445
Passifs		
Participations bénéficiaires émises par les VIE consolidées	17,578	17,841
Tous les autres passifs	233	447
Total du passif	17,811	18,288

II. – COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.

Exercice clos le 31 décembre (en millions, sauf pour les montants par action)	2020	2019	2018
	\$	\$	\$
Produits			
Commissions sur activités de banque d'investissement	9,486	7,501	7,550
Transactions principales	18,021	14,018	12,059
Commissions sur prêts et dépôts ^(a)	6,511	6,626	6,377
Gestion d'actifs, administration et commissions ^(a)	18,177	16,908	16,793
Gains/(pertes) sur titres	802	258	(395)
Commissions sur prêts hypothécaires et produits associés	3,091	2,036	1,254
Revenus de l'activité cartes bancaires	4,435	5,076	4,743
Autres produits	4,457	5,731	5,343
Produits hors intérêts	64,980	58,154	53,724
Produits d'intérêts	64,523	84,040	76,100
Charges d'intérêts	9,960	26,795	21,041
Produits d'intérêts nets	54,563	57,245	55,059
Total produits nets	119,543	115,399	108,783
Provisions pour pertes sur crédit	17,480	5,585	4,871
Charges hors intérêts			
Charges de personnel	34,988	34,155	33,117
Charges locatives	4,449	4,322	3,952
Charges de technologie, de communication et d'équipement	10,338	9,821	8,802
Services professionnels et externes	8,464	8,533	8,502
Marketing ^(b)	2,476	3,351	3,044
Autres charges	5,941	5,087	5,731
Total des charges hors intérêts	66,656	65,269	63,148
Résultat avant impôt	35,407	44,545	40,764
Impôt	6,276	8,114	8,290
Résultat net	29,131	36,431	32,474
Résultat net attribuable aux actions ordinaires	27,410	34,642	30,709
Résultat net par action ordinaire			
Bénéfices par action avant dilution	8.89	10.75	9.04
Bénéfices par action après dilution	8.88	10.72	9.00
Nombre moyen d'actions avant dilution	3,082.4	3,221.5	3,396.4
Nombre moyen d'actions après dilution	3,087.4	3,230.4	3,414.0
(a) Au premier trimestre 2020, la Société a reclassé certains frais de gestion d'actifs, d'administration et de commissions en commissions liés aux prêts et aux dépôts. Les montants des périodes précédentes ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.			
(b) Au deuxième trimestre 2020, la Société a redassé certains coûts de récompense basés sur les cartes de crédit en charges de marketing en réduction des revenus des cartes de crédit, sans effet sur le résultat net. Les montants des périodes précédentes ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.			

III. – COMPTE DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2020	2019	2018
	\$	\$	\$
Résultat net	29,131	36,431	32,474
Autre résultat/(perte) global(e), après impôt			
Bénéfices/(pertes) non réalisé(e)s sur les titres de placement	4,123	2,855	(1,858)
Ajustements de conversion, nets de couvertures	234	20	20
Couvertures de juste valeur	19	30	(107)
Couverture des flux de trésorerie	2,320	172	(201)
Régime de prestation définie et plans OPEB	212	964	(373)
Variation du risque de crédit sur l'option de l'évaluation à la juste valeur des passifs	(491)	(965)	1,043
Total des autres revenus/(pertes) globaux, après impôt	6,417	3,076	(1,476)
Résultat global	35,548	39,507	30,998

IV. – ETATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.

Exercice clos au 31 décembre (en millions, sauf pour les montants par action)	2020	2019	2018
	\$	\$	\$
Actions privilégiées			
Solde au 1 ^{er} janvier	26,993	26,068	26,068
Emission	4,500	5,000	1,696
Remboursement	(1,430)	(4,075)	(1,696)
Solde au 31 décembre	30,063	26,993	26,068
Actions ordinaires			
Solde au 1 ^{er} janvier et au 31 décembre	4,105	4,105	4,105
Excédent de capital			
Solde au 1 ^{er} janvier	88,522	89,162	90,579
Actions émises et engagements à émettre des actions ordinaires au titre de la rémunération en actions du personnel et effets d'impôt liés	(72)	(591)	(738)
Autres	(56)	(49)	(679)
Solde au 31 décembre	88,394	88,522	89,162
Bénéfices non distribués			
Solde au 1 ^{er} janvier	223,211	199,202	177,676
Effet cumulé de la modification des principes comptables	(2,650)	62	(183)
Résultat net	29,131	36,431	32,474
Dividendes déclarés :			
Actions privilégiées	(1,583)	(1,587)	(1,551)
Actions ordinaires (respectivement 3,60 \$, 23,40 \$ et 2,72 \$ par action pour les exercices 2020, 2019 et 2018)	(11,119)	(10,897)	(9,214)
Solde au 31 décembre	236,990	223,211	199,202
Autres éléments du résultat global cumulé			
Solde au 1 ^{er} janvier			
Effet cumulé du changement de principe comptable	1,569	(1,507)	(119)
Effet cumulé de la modification des principes comptables	–	–	88
Autres éléments du résultat global cumulé	6,417	3,076	(1,476)
Solde au 31 décembre	7,986	1,569	(1,507)
Actions détenues dans Trust RSU, au coût d'achat			
Solde au début de l'exercice	(21)	(21)	(21)
Liquidation du Trust RSU	21		
Solde au 31 décembre	–	(21)	(21)
Actions propres, au coût d'achat			
Solde au 1 ^{er} janvier	(83,049)	(60,494)	(42,595)
Rachat	(6,397)	(24,121)	(19,983)
Réémission	1,262	1,566	2,084
Solde au 31 décembre	(88,184)	(83,049)	(60,494)
Total des capitaux propres	279,354	261,330	256,515

A compter du 1^{er} janvier 2020, la Société a adopté les directives comptables CECL. Pour de plus amples informations, voir la Note 1

V. – ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE.

Exercice clos au 31 décembre (en millions)	2020	2019	2018
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Résultat net	29,131	36,431	32,474
Ajustements pour rapprocher le résultat net de la trésorerie nette de (affectée à) l'exploitation			
Provision pour pertes sur crédit	17,480	5,585	4,871
Dépréciation et amortissement	8,614	8,368	7,791
Charge d'impôts différés	(3,981)	949	1,721
Autres	1,649	1,996	2,717
Constitution et achats de prêts détenus pour la vente ^(a)	(166,504)	(169,289)	(172,728)
Produits des ventes, titrisations et remboursement des prêts détenus - pour la vente ^(a)	175,490	171,415	163,747
Mouvement net dans :			
Actifs de transaction ^(a)	(148,749)	6,551	(35,067)
Titres empruntés	(20,734)	(27,631)	(6,861)
Intérêts courus et comptes créditeurs	(18,012)	(78)	(5,849)
Autres actifs ^(a)	(42,434)	(17,570)	(8,779)
Passif de transaction	77,198	(14,516)	18 290
Comptes débiteurs et autres dettes	7,827	(352)	14,630
Autres ajustements d'exploitation ^(a)	3,115	2,233	(1,343)
Net Trésorerie nette provenant (affectée aux) des activités	(79,910)	4,092	15,614
Activités d'investissement			
Mouvement net dans :			
Fonds fédéraux vendus et titres acquis dans le cadre de contrats de revente	(47,115)	72,396	(123,201)
Titres détenus jusqu'à échéance :			
Produits des remboursements et des titres arrivés à échéance	21 360	3,423	2,945
Achats	(12,400)	(13,427)	(9,368)
Titres disponibles à la vente :			
Produits des remboursements et des titres arrivés à échéance	57,675	52,200	37,401
Produits des ventes	149,758	70,181	46,067
Achats	(397,145)	(242,149)	(95,091)
Produits des ventes et titrisations des prêts détenus à des fins d'investissement	23,559	62,095	29,826
Autre évolution nette des prêts ^(a)	(50,263)	(51,743)	(83,013)
Toutes les autres activités d'investissement, nettes	(7,341)	(5,035)	(4,986)
Trésorerie nette provenant des (affectée aux) activités d'investissement	(261,912)	(52,059)	(199,420)
Activités de financement			
Mouvement net dans :			
Dépôts	602,765	101,002	26,728
Fonds fédéraux acquis et titres prêtés ou vendus dans le cadre de contrats de rachat	31,528	1,347	23,415
Emprunts à court terme	4,438	(28,561)	18,476
Intérêts bénéficiaires émis par des VIE consolidées	1,347	4,289	1,712
Produits d'emprunts à long terme	78,686	61,085	71,662
Paie ments d'emprunts à long terme	(105,055)	(69,610)	(76,313)
Produits de l'émission d'actions privilégiées	4,500	5,000	1,696
Remboursement d'actions privilégiées	(1,430)	(4,075)	(1,696)
Actions propres et bons de souscription rachetés	(6,517)	(24,001)	(19,983)
Dividendes versés	(12,690)	(12,343)	(10,109)
Toutes les autres activités de financement, nettes	(927)	(1,146)	(1430)
Trésorerie nette provenant des (affectée aux) activités de financement	596,645	32,987	34,158
Effet de la fluctuation des taux de change sur les liquidités et créances sur les banques	9,155	(182)	(2,863)
Augmentation (diminution) nette des liquidités et créances sur les banques	263,978	(15,162)	(152,511)
Liquidités et créances sur les banques au début de l'exercice	263,631	278,793	431,304
Liquidités et créances sur les banques à la fin de l'exercice	527,609	263,631	278,793
Intérêts en espèces payés	13,077	29,918	21,152
Impôts en espèces payés, nets	7,661	5,624	3,542

(a) Au troisième trimestre de 2020, la Société a redassé certaines positions liées à des prêts ayant fait l'objet de l'option de l'évaluation à la juste valeur de l'actif de transaction en prêts et autres actifs. Les montants des périodes antérieures ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.

Les notes en annexe aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

VI. – NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES (Extrait)

Note 1 - Base d'établissement

JPMorgan Chase & Co. (« JPMorgan Chase » ou la « Société ») société de holding financière immatriculée dans l'Etat du Delaware en 1968, est une entreprise majeure du secteur des services financiers et compte parmi les plus grandes institutions bancaires des Etats-Unis avec des opérations dans le monde entier. La Société fait partie des leaders dans les domaines de la banque d'investissement, des services financiers aux consommateurs et petites entreprises, de la banque commerciale, du traitement des transactions financières et de la gestion d'actifs. Voir la Note 32 pour une analyse plus approfondie des secteurs d'activité de la Société.

Les politiques comptables et de déclaration financière de JPMorgan Chase et de ses filiales sont conformes aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis (« GAAP US »). Elles sont également conformes aux directives, le cas échéant, des autorités de réglementation en matière de comptabilité et de déclaration financière.

Certains montants relatifs aux exercices antérieurs ont été reclassés afin de respecter la présentation actuelle.

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de JPMorgan Chase et d'autres entités dans lesquelles la Société détient une participation de contrôle. Tous les soldes et les transactions intersociétés importants ont été supprimés.

Les actifs détenus pour des clients par la Société, en qualité de mandataire ou de fiduciaire, ne sont pas des actifs de JPMorgan Chase et ne figurent donc pas au bilan consolidé.

La Société détermine si elle possède une participation de contrôle dans une entité en évaluant tout d'abord si l'entité est une entité avec droit de vote ou une entité à intérêts variables.

Entités avec droit de vote

Les entités avec droit de vote sont des entités qui disposent de suffisamment de capitaux propres et qui fournissent aux investisseurs en actions des droits de vote leur permettant de prendre des décisions importantes concernant les opérations de l'entité. Pour ces types d'entités, la détermination par la Société de la détention d'une participation de contrôle est principalement basée sur le montant des participations avec droit de vote détenues. Les entités dans lesquelles la Société détient une participation financière de contrôle, par la détention de la majorité des droits de vote de l'entité, ou par d'autres droits contractuels qui lui confèrent le contrôle, sont consolidées par la Société.

Les investissements dans des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable sur les décisions d'exploitation et de financement (mais ne détient pas la majorité des titres de participation avec droit de vote) sont comptabilisés (i) selon la méthode de la mise en équivalence (qui exige que la Société comptabilise sa quote-part du bénéfice net de l'entité), ou (ii) à la juste valeur si l'option de la juste valeur a été choisie. Ces investissements sont généralement inclus dans les autres actifs, et le revenu ou la perte est inclus dans le revenu hors intérêts.

Certains fonds de gestion d'actifs parrainés par la Société sont structurés comme des sociétés en commandite ou des sociétés à responsabilité limitée. Pour un grand nombre de ces entités, la Société est l'associé commandité ou le membre dirigeant, mais les associés ou membres non affiliés ont la possibilité de révoquer la Société en tant qu'associé commandité ou membre dirigeant sans motif (c'est-à-dire, droits d'exclusion), sur la base d'un vote à la majorité simple, ou les associés ou membres non affiliés ont le droit de participer aux décisions importantes. Par conséquent, la Société ne consolide pas ces entités avec droit de vote. Toutefois, dans les cas limités où les associés ou membres non dirigeants n'ont pas de droits d'exclusion ou de participation substantiels, la Société évalue les fonds comme des VIE et les consolide si la Société est l'associé commandité ou le membre dirigeant et qu'elle détient un intérêt potentiellement significatif.

Les sociétés d'investissement et les fonds de gestion d'actifs de la Société ont des investissements dans des entités publiques et privées, y compris des investissements dans des rachats d'entreprises, des actions de croissance et des opportunités d'investissement dans des entreprises. Ces investissements sont comptabilisés selon les directives des sociétés d'investissement et, par conséquent, quel que soit le pourcentage de participation détenu, ils sont inscrits aux bilans consolidés à leur juste valeur et sont comptabilisés dans les autres actifs, le revenu ou la perte étant inclus dans le revenu hors intérêts. En cas de consolidation, la Société conserve la comptabilisation selon ces directives des sociétés d'investissement spécialisées.

Entités à intérêts variables

Les VIE sont des entités qui, de par leur conception, soit (1) ne disposent pas de capitaux propres suffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités sans un soutien financier subordonné supplémentaire de la part d'autres parties, soit (2) ont des investisseurs en capitaux propres qui n'ont pas la capacité de prendre des décisions importantes concernant les activités de l'entité par le biais des droits de vote, ou qui n'ont pas l'obligation d'absorber les pertes attendues, ou qui n'ont pas le droit de recevoir les rendements résiduels de l'entité.

Le type de VIE le plus courant est la SPE. Les SPE sont couramment utilisées dans les opérations de titrisation afin d'isoler certains actifs et de distribuer les flux de trésorerie de ces actifs aux investisseurs. La structure de base d'une SPE implique qu'une société vende des actifs à la SPE ; la SPE finance l'achat de ces actifs en émettant des titres aux investisseurs. Les documents juridiques qui régissent la transaction précisent comment la trésorerie générée par les actifs doit être répartie entre les investisseurs de la SPE et les autres parties qui ont des droits sur ces flux de trésorerie. Les SPE sont généralement structurées de manière à protéger les investisseurs des revendications sur les actifs de la SPE détenues par les créanciers d'autres entités, y compris les créanciers du vendeur des actifs.

Le principal bénéficiaire d'une VIE (c'est-à-dire la partie qui détient une participation financière majoritaire) est tenu de consolider les actifs et les passifs de la VIE. Le principal bénéficiaire est la partie qui a à la fois (1) le pouvoir de diriger les activités de la VIE qui ont l'impact le plus important sur la performance économique de la VIE et (2) par le biais de ses intérêts dans la VIE, l'obligation d'absorber les pertes ou le droit de recevoir des avantages de la VIE qui pourraient potentiellement être importants pour la VIE.

Pour déterminer si la Société a le pouvoir de diriger les activités d'une VIE qui ont le plus d'impact sur la performance économique de la VIE, la Société prend en compte tous les faits et circonstances, y compris son rôle dans la création de la VIE et ses droits et responsabilités actuels. Cette évaluation comprend, premièrement, l'identification des activités qui ont le plus d'impact sur la performance économique de la VIE et, deuxièmement, l'identification de la partie qui, le cas échéant, a le pouvoir sur ces activités. En général, les parties qui prennent les décisions les plus importantes concernant la VIE (comme les gestionnaires d'actifs, les gestionnaires de garanties, les administrateurs ou les titulaires d'options d'achat ou de droits de liquidation sur les actifs de la VIE) ou qui ont le droit de révoquer unilatéralement ces décideurs sont réputées avoir le pouvoir de diriger les activités d'une VIE.

Pour déterminer si la Société a l'obligation d'absorber les pertes de la VIE ou le droit de recevoir des avantages de la VIE qui pourraient être importants pour la VIE, la Société examine tous ses intérêts économiques, y compris les investissements en titres d'emprunt et en actions, les frais de gestion et les dérivés ou autres accords considérés comme des droits variables dans la VIE. Cette évaluation exige que la Société fasse preuve de jugement pour déterminer si ces intérêts, dans leur ensemble, sont considérés comme potentiellement importants pour la VIE. Les facteurs pris en compte dans l'évaluation de l'importance comprennent : la conception de la VIE, y compris sa structure de capitalisation, la subordination des intérêts, la priorité des paiements, la part relative des intérêts détenus dans les différentes catégories de la structure de capital de la VIE et les raisons pour lesquelles les intérêts sont détenus par la Société.

La Société procède à des réévaluations continues pour déterminer : (1) si les entités précédemment évaluées selon le cadre de la majorité des droits de vote sont devenues des VIE, sur la base de certains événements, et sont donc soumises au cadre de consolidation des VIE ; et (2) si des changements dans les faits et les circonstances concernant l'implication de la Société dans une VIE entraînent un changement dans la conclusion de consolidation de la Société.

Voir la Note 14 pour plus de détails sur les VIE de la Société.

Comptabilisation des revenus

Produits d'intérêts

La Société comptabilise les produits d'intérêts sur les prêts, les titres de créance et les autres instruments de dette, généralement sur la base d'un niveau de rendement, en fonction du taux contractuel sous-jacent. Voir la Note 7 pour plus de détails sur les produits d'intérêts.

Revenus des contrats avec les clients

JPMorgan Chase comptabilise les produits hors intérêts provenant de certains contrats avec des clients, sous forme de commissions de banque d'investissement, de commissions liées aux dépôts, d'administration et de commissions de gestion d'actifs, et de composantes des revenus des cartes de crédit, lorsque les obligations de performance connexes de la Société sont remplies. Voir la Note 6 pour plus de détails sur les revenus de la société provenant de contrats avec des clients.

Revenus des principales transactions

JPMorgan Chase comptabilise une partie de ses actifs et passifs à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées principalement dans les revenus des principales transactions. Voir les Notes 2 et 3 pour plus de détails sur l'évaluation de la juste valeur. Voir la Note 6 pour plus d'informations sur les revenus des principales transactions.

Utilisation d'estimations dans l'établissement des états financiers consolidés

L'établissement des états financiers consolidés exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont des conséquences sur les montants déclarés à l'actif et au passif, les revenus et les dépenses et la mention d'actifs et de passifs éventuels. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Conversion des devises étrangères

JPMorgan Chase convertit les éléments de l'actif et du passif et les produits et les charges libellés en devises étrangères en dollars américains en utilisant les taux de change en vigueur.

Les gains et les pertes liés à la conversion des états financiers en devise fonctionnelle pour les déclarations aux Etats-Unis sont indus dans les états consolidés du résultat global. Les gains et les pertes liés aux transactions en devises non fonctionnelles, y compris les opérations hors des Etats-Unis dont la devise fonctionnelle est le dollar américain, sont présentés dans les états consolidés des résultats.

Compensation des actifs et des passifs

Les GAAP US permettent aux entités de présenter les créances et les dettes de dérivés avec la même contrepartie et les créances et dettes liées aux garanties en espèces liées sur une base nette dans les bilans consolidés lorsqu'il existe un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire. Les GAAP US permettent également que les titres vendus et achetés dans le cadre de contrats de rachat et les titres empruntés ou prêtés dans le cadre de contrats de prêt de titres soient présentés en net lorsque des conditions spécifiques sont remplies, y compris l'existence d'un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire. La Société a choisi de compenser ces soldes lorsque les conditions spécifiées sont remplies.

La Société utilise des accords-cadres de compensation pour atténuer le risque de crédit de la contrepartie dans certaines transactions, notamment les contrats dérivés, les contrats de revente, de rachat, de titres empruntés et de titres prêtés. Un accord-cadre de compensation est un accord unique avec une contrepartie qui permet de résilier ou d'accélérer plusieurs transactions régies par cet accord et de les régler par un paiement unique dans une seule devise en cas de défaut (par exemple, faillite, incapacité à effectuer un paiement ou un transfert de titres requis ou à donner une garantie ou une marge à l'échéance). Lors de l'exercice des droits de résiliation des dérivés par la partie non défaillante (i) toutes les transactions sont résiliées, (ii) toutes les transactions sont évaluées et les valeurs positives des transactions « dans le cours » sont compensées par les valeurs négatives des transactions « en dehors du cours » et (iii) la seule obligation de paiement restante est celle de l'une des parties de payer le montant de résiliation compensé. Lors de l'exercice de droits de défaut dans le cadre de contrats de rachat et de prêts de titres, en général (i) toutes les transactions sont résiliées et accélérées, (ii) toutes les valeurs des titres ou des espèces détenues ou à livrer sont calculées, et toutes ces sommes sont compensées entre elles et (iii) la seule obligation de paiement restante est celle de l'une des parties de payer le montant de résiliation compensé.

Les accords-cadres types de compensation pour ces types de transactions contiennent aussi souvent un accord de garantie/marge qui prévoit une sûreté ou un transfert de propriété des titres ou une garantie/marge en espèces à la partie qui a le droit d'exiger une marge (le « demandeur »). L'accord de garantie/marge exige généralement qu'une partie transfère une garantie/marge au demandeur pour une valeur égale au montant du déficit de marge sur une base nette pour toutes les transactions régies par l'accord-cadre de compensation, moins tout seuil. L'accord de garantie/marge accorde au demandeur, en cas de défaut de la contrepartie, le droit de compenser tout montant payable par la contrepartie avec toute garantie déposée ou l'équivalent en espèces de toute garantie/marge déposée. Il accorde également au demandeur le droit de liquider la garantie/marge et d'en appliquer le produit à un montant payable par la contrepartie.

Voir la Note 5 pour plus de détails sur les instruments dérivés de la Société. Voir la Note 11 pour une analyse plus approfondie des accords de financement de titres de la Société.

Etat des flux de trésorerie

Pour les états consolidés des flux de trésorerie de JPMorgan Chase, la trésorerie est définie comme les montants inclus dans la trésorerie, et dus par les banques et les dépôts auprès des banques.

Norme comptable adoptée le 1^{er} janvier 2020

Instruments financiers - Pertes de crédit (« CECL »)

L'adoption de cette directive a permis d'établir un cadre de provision unique pour tous les actifs financiers évalués au coût amorti et certaines expositions au crédit hors bilan. Ce cadre exige que l'estimation de la direction reflète les pertes de crédit sur la durée de vie restante prévue de l'instrument et tienne compte des changements futurs prévus dans les conditions macroéconomiques. Voir la Note 13 pour de plus amples renseignements. Avant l'adoption des directives comptables CECL, la provision pour pertes de crédit de la Société représentait l'estimation par la direction des pertes de crédit probables inhérentes aux portefeuilles de prêts conservés de la Société et à certains engagements liés aux prêts. Le tableau suivant présente les impacts sur la provision pour pertes de crédit et les bénéfices non répartis lors de l'adoption de cette directive le 1^{er} janvier 2020 :

(en milliards)	impact de		
	31 décembre 2019	l'adoption des CECL	1 ^{er} janvier 2020
	\$	\$	\$
Provision pour pertes de crédit			
Consommateur, sauf carte de crédit ^(a)	2.6	0.4	3.0
Cartes de crédit	5.7	5.5	11.2
Ventes en gros	6.0	(1.6)	4.4
Ensemble de la société	14.3	4.3	18.6
Bénéfices non distribués			
Augmentation des provisions dans l'ensemble de la société		4.3	
Reclassement dans le bilan ^(b)		(0.8)	
Total impact avant impôt		3.5	
Effet fiscal		(0.8)	
Diminution des bénéfices non distribués		2.7	

(a) Dans le cadre de l'adoption des CECL, la Société a reclassé les prêts aux entreprises et aux concessionnaires automobiles en fonction du risque ainsi que les engagements liés aux prêts détenus dans CCB en prêts à la consommation, à l'exclusion du segment du portefeuille des cartes de crédit, au segment de portefeuille des prêts de gros, afin de s'aligner sur la méthodologie appliquée pour déterminer la provision. Les montants des périodes antérieures ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle. Par conséquent, 0,6 milliard de dollars de la provision pour pertes de crédit au 31 décembre 2019 et (0,2) milliards de dollars de l'incidence de l'adoption des CECL ont été reclassés.

(b) Représente la comptabilisation de la différence non actualisée sur les prêts détériorés achetés et le choix de la Société de comptabiliser la réserve pour les intérêts courus irrécouvrables sur les prêts sur carte de crédit dans la provision, les deux ayant entraîné une augmentation correspondante des prêts.

Accords de financement de titres

Comme le permettent les directives, la Société a choisi l'option de la juste valeur pour certains accords de financement de titres. La différence entre leur valeur comptable et leur juste valeur était négligeable et a été comptabilisée dans le cadre de l'ajustement de l'effet cumulatif de la Société. Voir la Note 11 pour plus d'informations.

Titres de placement

Lors de l'adoption, les titres détenus jusqu'à l'échéance sont présentés nets d'une provision pour pertes de crédit. Les directives ont également modifié l'ancien modèle de dépréciation durable (« OTTI ») pour les titres disponibles à la vente afin d'y intégrer une provision. Voir la Note 10 pour de plus amples informations.

Informations sur la qualité du crédit

Suite à l'adoption de ces directives, la Société a étendu les informations à fournir sur la qualité du crédit pour les actifs financiers évalués au coût amorti, en particulier dans les portefeuilles de prêts conservés. Voir la Note 12 pour plus d'informations.

Prêts acquis détériorés

L'adoption a entraîné un changement dans la comptabilisation des prêts PCI, qui sont considérés comme des prêts acquis dont le crédit est détérioré (« PCD ») selon les CECL. Lors de l'adoption, la Société a comptabilisé la différence non actualisée sur les prêts PCD dans la provision, ce qui a entraîné une augmentation correspondante des prêts. Les prêts PCD sont soumis aux politiques de non-comptabilisation et de radiation de la Société et sont maintenant présentés dans la catégorie des prêts immobiliers résidentiels du portefeuille de prêts à la consommation, à l'exception des cartes de crédit.

Voir la note 12 pour plus d'informations.

Changements dans les segments et les catégories du portefeuille de crédit

Parallèlement à l'adoption des CECL, la Société a reclassé les prêts à risque et les engagements liés aux prêts du segment de portefeuille des prêts à la consommation, à l'exclusion des cartes de crédit, au segment de portefeuille de gros, afin de s'aligner sur la méthodologie appliquée lors de la détermination de la provision. La Société a également révisé ses catégories de prêts. Les montants des périodes précédentes ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle. Voir la Note 12 pour de plus amples informations.

Intérêts courus à recevoir

Comme le permettent les directives, la Société a choisi de continuer à classer les intérêts courus sur les prêts, y compris les intérêts courus mais non facturés sur les prêts sur carte de crédit, et les titres de placement dans les intérêts courus et les comptes débiteurs dans les bilans consolidés. Pour les prêts sur cartes de crédit, les intérêts courus une fois facturés sont alors comptabilisés dans les soldes des prêts, la provision correspondante étant enregistrée dans la provision pour pertes de crédit. Les variations de la provision pour pertes de crédit relatives aux intérêts courus sur les prêts sur cartes de crédit sont comptabilisées dans la provision pour pertes de crédit et les radiations sont comptabilisées en annulant les intérêts créditeurs. Pour les autres prêts et titres, la Société ne comptabilise généralement pas de provision pour pertes de crédit sur les intérêts courus à recevoir, conformément à sa politique consistant à les radier au plus tard 90 jours après leur échéance en annulant les produits d'intérêts.

Dispositions transitoires en matière de capital

Comme le permettent les règles américaines sur les fonds propres publiées par les agences bancaires fédérales en 2019, la Société a initialement choisi d'intégrer progressivement l'impact de l'adoption des CECL au 1^{er} janvier 2020 (« jour 1 ») sur les bénéfices non distribués de 2,7 milliards de dollars aux fonds propres CET1, à raison de 25 % par an pour chacune des années 2020 à 2023. Dans le cadre de leur réponse à l'impact de la pandémie COVID-19, le 31 mars 2020, les agences bancaires fédérales ont publié une règle finale intérimaire (publiée comme définitive le 26 août 2020) qui offrait l'option de retarder les effets des CECL sur le capital réglementaire pendant deux ans, suivis d'une période de transition de trois ans (« dispositions transitoires des CECL relatives au capital »). Voir la Note 27 pour de plus amples renseignements.

Normes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2018

A compter du 1^{er} janvier 2018, la Société a adopté plusieurs normes comptables, ce qui a entraîné une diminution nette de 183 millions de dollars des bénéfices non distribués et une augmentation nette de 88 millions de dollars du cumul des autres éléments du résultat global. L'adoption des directives en matière de comptabilisation et d'évaluation a entraîné des gains à la juste valeur de 505 millions de dollars au premier trimestre de 2018, comptabilisés dans le total des produits nets, sur certains placements en actions qui étaient auparavant détenus au coût d'achat.

Principales politiques comptables

Le tableau suivant identifie les autres politiques comptables importantes de JPMorgan Chase et la note et la page où l'on peut trouver une description détaillée de chaque politique.

Évaluation de la juste valeur	Note 2 page 171
Option de la juste valeur	Note 3 page 192
Instruments dérivés	Note 5 page 198
Produits et charges hors intérêts	Note 6 page 212
Produits d'intérêts et charges d'intérêts	Note 7 page 215
Régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	Note 8 page 216
Intéressement à base d'actions des employés	Note 9 page 221
Titres de placement	Note 10 page 223
Activité de financement de titres	Note 11 page 229
Prêts	Note 12 page 232
Provision pour pertes de crédit	Note 13 page 248
Entités à intérêts variables	Note 14 page 253
Goodwill et droits de gestion des prêts hypothécaires	Note 15 page 261
Locaux et équipements	Note 16 page 265
Contrat de location	Note 18 page 266
Dette à long terme	Note 20 page 269
Bénéfice par action	Note 23 page 274
Impôt sur les revenus	Note 25 page 277
Instruments financiers hors bilan liés aux prêts, garanties et autres engagements	Note 28 page 283
Litiges	Note 30 page 290

Note 2 – Evaluation de la juste valeur

JPMorgan Chase comptabilise une partie de ses actifs et passifs à leur juste valeur. Ces actifs et passifs sont pour la plupart comptabilisés à leur juste valeur de manière récurrente (c'est-à-dire les actifs et passifs qui sont évalués et présentés à leur juste valeur dans les bilans consolidés de la Société). Certains actifs, passifs et engagements non financés liés à des prêts sont évalués à la juste valeur sur une base non récurrente, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas évalués à la juste valeur sur une base permanente, mais font l'objet d'ajustements de la juste valeur uniquement dans certaines circonstances (par exemple, lorsqu'il existe une preuve de dépréciation).

La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre des participants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est basée sur les prix ou les données du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Si les prix ou les cours ne sont pas disponibles, la juste valeur est basée sur des modèles d'évaluation et d'autres techniques d'évaluation qui prennent en compte les caractéristiques pertinentes de la transaction (telles que l'échéance) et utilisent, comme données, des paramètres de marché observables ou non, y compris les courbes de rendement, les taux d'intérêt, les volatilités, les prix (tels que les prix des matières premières, des actions ou des dettes), les corrélations, les taux de change et les courbes de crédit. Des ajustements d'évaluation peuvent être effectués pour s'assurer que les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, comme décrit ci-dessous.

Le niveau de précision de l'estimation des données non observables du marché ou d'autres facteurs peut affecter le montant du gain ou de la perte enregistré pour une position particulière. En outre, bien que la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et cohérentes avec celles des autres acteurs du marché, les méthodes et les hypothèses utilisées reflètent le jugement de la direction et peuvent varier selon les activités et les portefeuilles de la Société.

La Société utilise diverses méthodologies et hypothèses pour déterminer la juste valeur. L'utilisation de méthodologies ou d'hypothèses différentes par d'autres acteurs du marché par rapport à celles utilisées par la Société peut avoir pour conséquence que la Société calcule une estimation différente de la juste valeur à la date de clôture.

Processus d'évaluation

Les fonctions de prise de risque sont chargées de fournir des estimations de la juste valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés. Le groupe de contrôle de l'évaluation (VCG) de la Société, qui fait partie de la fonction financière de la Société et qui est indépendant des fonctions de prise de risque, est chargé de vérifier ces estimations et de déterminer les ajustements de juste valeur qui peuvent être nécessaires pour garantir que les positions de la Société sont comptabilisées à leur juste valeur. Le VGF est composé de cadres de la finance et des risques et est chargé de superviser la gestion des risques découlant des activités d'évaluation menées au sein de la Société. Le VGF à l'échelle de la Société est présidé par le responsable du VCG à l'échelle de la Société (sous la direction du contrôleur de la Société), et comprend des sous-forums couvrant CIB, CCB, CB, AWM et certaines fonctions d'entreprise, notamment la trésorerie et le CIO.

Processus de vérification des prix

Le VCG vérifie les estimations de la juste valeur fournies par les fonctions de prise de risque en s'appuyant sur des prix calculés de manière indépendante, des données d'évaluation et d'autres données de marché, lorsqu'elles sont disponibles. Lorsque des prix ou des données indépendants ne sont pas disponibles, le VCG effectue un examen supplémentaire pour s'assurer du caractère raisonnable des estimations. Cet examen supplémentaire peut comprendre l'évaluation de l'activité limitée du marché, y compris les désactualisations de clients, la comparaison des données d'évaluation avec celles utilisées pour des instruments similaires, la décomposition de l'évaluation des instruments structurés en composantes individuelles, la comparaison des flux de trésorerie prévus et réels, l'examen des tendances en matière de profits et pertes et l'examen des tendances en matière d'évaluation des garanties. Il existe également des niveaux supplémentaires d'examen par la direction pour les positions plus importantes ou complexes.

Le VCG détermine les ajustements d'évaluation qui peuvent être nécessaires aux estimations fournies par les fonctions de prise de risque. Aucun ajustement des prix cotés n'est appliqué pour les instruments classés au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs (voir l'exposé ci-dessous pour de plus amples informations sur la hiérarchie des justes valeurs). Pour les autres positions, il faut faire preuve de jugement pour évaluer la nécessité de procéder à des ajustements de l'évaluation afin de refléter de manière appropriée les considérations de liquidité, les paramètres non observables et, pour certains portefeuilles qui répondent à des critères spécifiques, la taille de la position de risque nette ouverte. La détermination de ces ajustements suit un cadre cohérent au sein de la Société.

- Les ajustements de l'évaluation de la liquidité sont considérés lorsqu'un prix ou un paramètre d'évaluation externe observable existe, mais qu'il est moins fiable, potentiellement en raison d'une activité de marché plus faible. Les ajustements de l'évaluation de la liquidité sont effectués sur la base des conditions actuelles du marché. Les facteurs qui peuvent être pris en compte pour déterminer l'ajustement de liquidité comprennent l'analyse de : (1) l'écart estimé entre l'offre et la demande pour l'instrument négocié ; (2) les points de prix alternatifs pour des instruments similaires sur des marchés actifs ; et (3) la gamme de valeurs raisonnables que le prix ou le paramètre pourrait prendre.

- La Société gère certains portefeuilles d'instruments financiers sur la base de l'exposition nette au risque ouvert et, comme le permettent les GAAP US, a choisi d'estimer la juste valeur de ces portefeuilles sur la base d'un transfert de la totalité de la position nette à risque ouvert dans une transaction ordonnée. Dans ce cas, des ajustements d'évaluation peuvent être nécessaires pour refléter le coût de la sortie d'une position de risque nette ouverte de taille supérieure à la normale du marché. Lorsqu'ils sont appliqués, ces ajustements sont basés sur des facteurs qu'un acteur du marché pertinent prendrait en compte lors du transfert de la position de risque ouverte nette, y compris l'ampleur de l'évolution défavorable du marché susceptible de se produire pendant la période nécessaire pour ramener la position de risque ouverte nette à une taille de marché normale.
- Des ajustements d'incertitude liés à des paramètres non observables peuvent être effectués lorsque les positions sont évaluées en utilisant des prix ou des paramètres d'entrée de modèle d'évaluation qui ne sont pas observables en raison d'un manque d'activité sur le marché ou parce qu'ils ne peuvent être déduits de données de marché observables. Ces prix ou paramètres doivent être estimés et sont, par conséquent, soumis au jugement de la direction. Des ajustements sont effectués pour refléter l'incertitude inhérente à l'estimation de l'évaluation qui en résulte.
- Le cas échéant, la Société applique également des ajustements à ses estimations de la juste valeur afin de refléter de manière appropriée la qualité du crédit de la contrepartie (CVA), la solvabilité de la Société (DVA) et l'impact du financement (FVA), en utilisant un cadre cohérent au sein de la Société. Se reporter à la section Ajustements de crédit et de financement à la page 188 de la présente note pour plus d'informations sur ces ajustements.

Examen et approbation du modèle d'évaluation

Si des prix ou des cotations ne sont pas disponibles pour un instrument ou un instrument similaire, la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de modèles d'évaluation qui tiennent compte des conditions de transaction pertinentes, telles que l'échéance, et utilisent comme données des paramètres basés sur le marché ou provenant de sources indépendantes. Lorsque c'est le cas, le processus de vérification des prix décrit ci-dessus est appliqué aux données de ces modèles.

En vertu de la politique de la Société en matière d'estimations et de gestion du risque de modèle, le MRGR examine et approuve les nouveaux modèles, ainsi que les modifications importantes apportées aux modèles existants, avant leur mise en œuvre dans l'environnement opérationnel. Dans certaines circonstances, des exceptions peuvent être accordées à la politique de la Société pour permettre l'utilisation d'un modèle avant son examen ou son approbation. Le MRGR peut également exiger de l'utilisateur qu'il prenne des mesures appropriées pour atténuer le risque du modèle s'il doit être utilisé dans l'intervalle. Ces mesures dépendront du modèle et peuvent inclure, par exemple, la limitation de l'activité de négociation.

Hiérarchie de l'évaluation

Une hiérarchie d'évaluation à trois niveaux a été établie en vertu des GAAP US pour la présentation des évaluations de la juste valeur. La hiérarchie d'évaluation est basée sur l'observabilité des données pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à la date d'évaluation. Les trois niveaux sont définis comme suit :

- Niveau 1 - Les données utilisées dans la méthode d'évaluation sont les prix (non ajustés) cotés pour des actifs ou des passifs identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 - Les données utilisées dans la méthode d'évaluation comprennent les prix cotés d'actifs et de passifs similaires sur des marchés actifs, ainsi que les données observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement, pendant pratiquement toute la durée de l'instrument financier.
- Niveau 3 - une ou plusieurs données de la méthode d'évaluation ne sont pas observables et sont importantes pour l'évaluation de la juste valeur

Le classement d'un instrument financier dans la hiérarchie d'évaluation est basé sur le niveau le plus bas de la donnée qui est significative pour l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau suivant décrit les méthodes d'évaluation généralement utilisées par la Société pour évaluer ses principaux produits/instruments à leur juste valeur, y compris la classification générale de ces instruments selon la hiérarchie d'évaluation.

		Classifications dans la hiérarchie d'évaluation
Produit/instrument	Méthode d'évaluation	
Accords de financement de titres	Les évaluations sont basées sur les flux de trésorerie actualisés, qui prennent en compte : - des caractéristiques des produits dérivés : se reporter à l'analyse des produits dérivés ci-dessous pour plus d'informations. - des taux du marché pour l'échéance respective - des caractéristiques de la garantie	Surtout niveau 2
Prêts et engagements liés à des prêts – ventes en gros		
Prêts comptabilisés à la juste valeur (prêts à des fins de transaction et prêts autres que de transaction) et engagements connexes liés à des prêts	Lorsque des données de marché observables sont disponibles, les évaluations sont basées sur : - des prix de marché observés (les circonstances sont peu fréquentes) - des cotations pertinentes des courtiers - des prix du marché observés pour des instruments similaires Lorsque les données de marché observables ne sont pas disponibles ou sont limitées, les évaluations sont basées sur les flux de trésorerie actualisés, qui prennent en compte les éléments suivants : - les spreads de crédit dérivés du coût des CDS ; ou les courbes de crédit de référence développées par la Société, par secteur et par notation de crédit. - la vitesse de remboursement anticipé - les caractéristiques de la garantie	Niveau 2 ou 3
Prêts – consommateurs		
Prêts comptabilisés à leur juste valeur - prêts hypothécaires résidentiels conformes dont la vente est prévue.	La juste valeur est basée sur des prix observables pour des titres adossés à des prêts hypothécaires avec des garanties similaires et incorpore des ajustements à ces prix pour tenir compte des différences entre les titres et la valeur des prêts sous-jacents, qui incluent les caractéristiques de crédit, la composition du portefeuille et la liquidité.	Surtout niveau 2
Titres de placement et de transaction	Prix en vigueur sur le marché	Niveau 1
En l'absence de prix en vigueur sur le marché, les titres sont évalués sur la base :	- des prix du marché observables pour des titres similaires - des cotations pertinentes des courtiers - des flux de trésorerie actualisés	Niveau 2 ou 3
En outre, les données suivantes sur les flux de trésorerie actualisés sont utilisées pour les produits suivants :		
Données spécifiques aux titres adossés à des prêts hypothécaires et à des actifs :	- caractéristiques de la garantie - Répartitions des paiements et des pertes spécifiques à l'opération - Hypothèses du marché actuel relatives au rendement, à la vitesse de remboursement anticipé, aux taux de défaut conditionnels et à la gravité des pertes.	
Données spécifiques relatives aux obligations de prêts garantis (« CLOs »)	- caractéristiques de la garantie - Répartitions des paiements et des pertes spécifiques à l'opération - Vitesse de remboursement anticipé, taux de défaut conditionnel, gravité des pertes attendus - spreads de crédit - données de notation de crédit	
Matières premières physiques	Evalués à l'aide de prix ou de données de marché observables.	Niveau 1 ou 2
Les dérivés négociés en bourse qui sont activement négociés et évalués en utilisant le prix de la bourse.		
Les produits dérivés qui sont évalués à l'aide de modèles tels que le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, des modèles de simulation ou une combinaison de modèles qui peuvent utiliser des données d'évaluation observables ou non observables et tenir compte des conditions contractuelles.		
Dérivés	Les principales données d'évaluation utilisées dépendent du type de dérivé et de la nature des instruments sous-jacents et peuvent inclure les cours des actions, les cours des matières premières, les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, les volatilités, les corrélations, les spreads de CDS et les taux de recouvrement. En outre, la qualité de crédit de la contrepartie et de la Société ainsi que les niveaux de financement du marché peuvent également être pris en compte. Les données spécifiques aux options sur actions comprennent : - Prix à terme des actions - Volatilité des actions - Corrélation des actions - Corrélation actions-FX - Corrélation actions-IR	Niveau 1 Niveau 2 ou 3

Les données spécifiques aux options exotiques de taux d'intérêt et de change comprennent : • Volatilité des taux d'intérêt • Volatilité des écarts de taux d'intérêt • Corrélation des taux d'intérêt • Corrélation des taux de change • Corrélation des taux d'intérêt/change Les données spécifiques aux dérivés de matières premières comprennent : • Volatilité des produits de base • Prix à terme des matières premières • Corrélation des matières premières En outre, des ajustements sont effectués pour refléter la qualité du crédit de la contrepartie (CVA) et l'impact du financement (FVA). Voir page 188 de la présente Note.		
Droits de gestions des prêts hypothécaires	Voir droits de gestion des prêts hypothécaires à la Note 15.	Niveau 3
Intérêts bénéficiaires émis par des VIE consolidées	Évalués en utilisant des informations de marché observables, si disponibles En l'absence d'informations observables sur le marché, les évaluations sont fondées sur la juste valeur des actifs sous-jacents détenus par la VIE.	Niveau 2 ou 3
(a) Exclut		
Investissements privés directs	La juste valeur est estimée en utilisant toutes les informations ; la gamme des données potentielles comprend : • les prix de transaction • les multiples de transactions de sociétés publiques comparables • la performance opérationnelle de la société sous-jacente du portefeuille • Ajustements nécessaires, étant donné que les sociétés publiques comparables ne sont pas identiques à la société évaluée, ainsi que pour les problèmes spécifiques à la société et le manque de liquidité. • Autres données disponibles pertinentes pour l'investissement.	Niveau 2 ou 3
Investissements en fonds (par exemple, fonds d'investissement mutuels/collectifs, fonds de capital-investissement, fonds spéculatifs et fonds immobiliers)	Valeur nette de l'actif • Valeur liquidative est soutenue par la possibilité de racheter et d'acheter au niveau de la valeur liquidative • Ajustements de la valeur liquidative selon les besoins, pour les restrictions de rachat (par exemple, périodes de blocage ou limitations de retrait) ou lorsque l'activité observable est limitée.	Niveau 2 ou 3 ^(a)
Certains investissements qui sont évalués à la juste valeur en utilisant la valeur liquidative par action (ou son équivalent) comme moyen pratique.		
Obligations structurées (incluses dans les dépôts, les emprunts à court terme et les dettes à long terme)	• Les évaluations sont basées sur des analyses de flux de trésorerie actualisés qui tiennent compte du niveau 2 ou 3 du dérivé incorporé et des conditions et de la structure de paiement de l'obligation. • Les caractéristiques des dérivés incorporés sont évaluées à l'aide de modèles tels que le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, des modèles de simulation ou une combinaison de modèles qui peuvent utiliser des données d'évaluation observables ou non observables, selon le dérivé incorporé. Les données spécifiques utilisées varient en fonction de la nature des caractéristiques du dérivé incorporé, comme décrit dans la discussion ci-dessus concernant l'évaluation des dérivés. Des ajustements sont ensuite apportés à cette évaluation de base pour refléter le risque de crédit propre à l'entreprise (DVA). Voir la page 188 de la présente note.	

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs comptabilisés à la juste valeur aux 31 décembre 2020 et 2019, par grande catégorie de produits et par hiérarchie des justes valeurs.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente

31 décembre 2020 (en millions)	Hiérarchie des justes valeurs			Ajustements de compensation des dérivés ^(a)	Total juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de contrats de revente	—	238,015	—	—	238,015
Titres empruntés	—	— 52,983	—	—	— 52,983
Actifs de transaction :					
Titres de créance :					
Titres adossés à des prêts hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)	—	68,395	449	—	68,844
Résidentiel – organismes non gouvernementaux	—	2,138	28	—	2,166
Commercial – organismes non gouvernementaux	—	1,327	3	—	1,330
Total des titres adossés à des prêts hypothécaires	—	71,860	480	—	72,340

Trésor américain, GSEs et agences gouvernementales ^(a)	104,263	10,996	—	—	115,259
Obligations des Etats et des municipalités des Etats-Unis	—	7,184	8	—	7,192
Certificats de dépôt, acceptations bancaires et papier commercial	—	1,230	—	—	1,230
Titres de créance de gouvernements non américains	26,772	40,671	182	—	67,625
Titres de créance d'entreprises	—	21,017	507	—	21,524
Prêts ^(b)	—	6,101	893	—	6,994
Titres adossés à des actifs	—	2,304	28	—	2,332
Total des titres de créances	131,035	161,363	2,098	—	294,496
Titres de participation	97,035	2,652	179	—	99,866
Matières premières physiques ^(c)	6,382	5,189	—	—	11,571
Autres	—	17,165	346	—	17,511
Total des titres d'emprunt et de participation ^(d)	234,452	186,369	2,623	—	423,444
Créances de dérivés :					
Taux d'intérêt	2,318	386,865	2,307	(355,765)	35,725
Crédit	—	12,879	624	(12,823)	680
Taux de change	146	205,127	987	(190,479)	15,781
Actions	—	71,279	3,519	(54,125)	20,673
Matières premières	—	21,272	231	(14,732)	6,771
Total des créances de dérivés	2,464	697,422	7,668	(627,924)	79,630
Total des actifs de transactions	236,916	883,791	10,291	(627,924)	503,074
Titres disponibles à la vente :					
Titres adossés à des prêts hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)	21,018	92,283	—	—	113,301
Résidentiel – organismes non gouvernementaux	—	10,233	—	—	10,233
Commercial – organismes non gouvernementaux	—	2,856	—	—	2,856
Total des titres adossés à des prêts hypothécaires	21,018	105,372	—	—	126,390
Trésor américain et agences gouvernementales	201,951	—	—	—	201,951
Obligations des Etats et des municipalités des Etats-Unis	—	20,396	—	—	20,396
Certificats de dépôt	—	—	—	—	—
Titres de créance de gouvernements non américains	13,135	9,793	—	—	22,928
Titres de créance d'entreprises	—	216	—	—	216
Titres adossés à des actifs :					
Obligations de prêts garanties	—	10,048	—	—	10,048
Autres	—	6,249	—	—	6,249
Total des titres disponibles à la vente	236,104	152,074	—	—	388,178
Prêts ^{(b)(f)}	—	42,169	2,305	—	44,474
Droits de gestion de prêts hypothécaires	—	—	3,276	—	3,276
Autres actifs ^{(b)(e)}	8,110	4,561	538	—	13,209
Total des actifs mesurés à la juste valeur sur une base récurrente	—	481,130	16,410	(627,924)	1,243,209
Dépôts	—	£ 11,571	2,913	—	14,484
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre de contrats de rachat	—	155,735	—	—	155,735
Emprunts à court terme	—	14,473	—	2,420	16,893
Passifs de transaction	—	—	—	—	—
Titres d'emprunt et de participation ^(d)	82,669	16,838	51	—	99,558
Dettes de dérivés :					
Taux d'intérêts	2,496	349,082	2,049	(340,615)	13,012
Crédit	—	14,344	848	(13,197)	1,995
Taux de change	132	214,373	1,421	(194,493)	21,433
Actions	—	74,032	7,381	(55,515)	25,898
Matières premières	—	21,767	962	(14,444)	8,285
Total des dettes de dérivés	2,628	673,598	12,661	(618,264)	70,623
Total des passifs de transaction	85,297	690,436	12,712	(618,264)	170,181
Comptes créditeurs et autres passifs	2,895	513	68	—	3,476
Intérêts bénéficiaires émis par VIE consolidé	—	41	—	—	41
Dettes à long terme	—	53,420	23,397	—	76,817
Total des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente	88,192	926,189	41,510	(618,264)	437,627

31 décembre 2019 (en millions)	Hiérarchie des justes valeurs			Ajustements de compensation des dérivés ^(e)	Total juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de contrats de revente	—	14,561	—	—	14,561
Titres empruntés	—	6,237	—	—	6,237
Actifs de transaction :			—		
Titres de créance :			—		
Titres adossés à des prêts hypothécaires :			—		
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)	—	44,510	797	—	45,307
Résidentiel - organismes non gouvernementaux	—	1,977	23	—	2,000
Commercial - organismes non gouvernementaux	—	1,486	4	—	1,490
Total des titres adossés à des créances hypothécaires	—	47,973	824	—	48,797
Trésor américain, GSEs et agences gouvernementales	78,289	10,295	—	—	88,584
Obligations des Etats et des municipalités des Etats-Unis	—	6,468	10	—	6,478
Certificats de dépôt, acceptations bancaires et papier commercial	—	252	—	—	252
Titres de créance de gouvernements non américains	26,600	27,169	155	—	53,924
Titres de créance d'entreprises	—	17,956	558	—	18,514
Prêts ^(b)	—	6,340	673	—	7,013
Titres adossés à des actifs	—	2,593	37	—	2,630
Total des titres de créance	104,889	119,046	2,257	—	226,192
Titres de participation	71,890	244	196	—	72,330
Matières premières physiques ^(c)	3,638	3,579	—	—	7,217
Autres	—	13,896	232	—	14,128
Total des titres d'emprunt et de participation^(d)	180,417	136,765	2,685	—	319,867
Créances dérivées :					
Taux d'intérêts :	721	311,173	1,400	(285,873)	27,421
Crédit	—	14,252	624	(14,175)	701
Taux de change	117	137,938	432	(129,482)	9,005
Actions	—	43,642	2,085	(39,250)	6,477
Matières premières	—	17,058	184	(11,080)	6,162
Total des créances de dérivés	838	524,063	4,725	(479,860)	49,766
Total actifs de transaction^(e)	181,255	660,82	7,410	(479,860)	369,633
Titres disponibles à la vente :					
Titres adossés à des prêts hypothécaires :					
GSE et agences gouvernementales américaines ^(a)	—	110,117	—	—	110,117
Résidentiel - organismes non gouvernementaux	—	12,989	1	—	12,990
Commercial - organismes non gouvernementaux	—	5,188	—	—	5,188
Total des titres adossés à des prêts hypothécaires	—	128,294	1	—	128,295
Trésor américain et agences gouvernementales	139,436	—	—	—	139,436
Obligations des Etats et des municipalités des Etats-Unis	—	29,810	—	—	29,810
Certificats de dépôt	—	77	—	—	77
Titres de créance de gouvernements non américains	12,966	8,821	—	—	21,787
Titres de créance d'entreprises	—	—845	—	—	845
Titres adossés à des actifs :					
Obligations de prêts garantis	—	24,991	—	—	24,991
Autres	—	5,458	—	—	5,458
Total des titres disponibles à la vente	152,402	198,296	1	—	350,699
Prêts ^{(b)(f)}	—	44,439	516	—	44,955
Droits de gestion des prêts hypothécaires	—	—	4,699	—	4,699
Autres actifs ^{(b)(e)}	7,305	3,824	917	—	12,046
Total des actifs mesurés à la juste valeur sur une base récurrente	340,962	928,185	13,543	(479,860)	802,830

Dépôts	-8	25,229	3,360	-	28,589
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre de contrats de rachat	-	549	-	-	549
Emprunts à court terme	-	4,246	1,674	-	5,920
Passifs de négociation :					
Titres d'emprunt et de participation ^(d)	59,047	16,481	41	-	75,569
Dettes de dérivés :					
Taux d'intérêts	795	276,746	1,732	(270,670)	8,603
Crédit	-	14,358	763	(13,469)	1,652
Taux de change	109	143,960	1,039	(131,950)	13,158
Actions	-	47,261	5,480	(40,204)	12,537
Matières premières	-	19,685	200	(12,127)	7,758
Total des dettes de dérivés	904	502,010	9,214	(468,420)	43,708
Total des passifs de transaction	59,951	518,491	9,255	(468,420)	119,277
Comptes créditeurs et autres passifs	3,231	452	45	-	3,728
Intérêts bénéficiaires émis par VIES consolidées		36	-	-	36
Dettes à long terme		52,406	23,339	-	75,745
Total des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente	63,182	601,409	37,673	(468,420)	233,844

- (a) Aux 31 décembre 2020 et 2019, comprenaient les obligations totales des GSE américains de 117,6 milliards de dollars et 104,5 milliards de dollars, respectivement, qui étaient liées à des prêts hypothécaires.
- (b) Au troisième trimestre de 2020, la Société a reclassé certaines positions liées aux prêts ayant fait l'objet du choix de l'option de la juste valeur des actifs de transaction en prêts et autres actifs. Les montants des périodes précédentes ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.
- (c) Les stocks de matières premières physiques sont généralement comptabilisés au plus bas du coût ou de la valeur nette de réalisation. La « valeur nette de réalisation » est un terme défini dans les GAAP US comme ne dépassant pas la juste valeur moins les coûts de vente (« coûts de transaction »). Les coûts de transaction pour les stocks de matières premières physiques de la Société sont soit sans objet, soit sans importance pour la valeur du stock. Par conséquent, la valeur nette de réalisation est proche de la juste valeur des stocks de matières premières physiques de la Société. Lorsqu'une couverture de la juste valeur a été appliquée (ou lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure au coût), la valeur comptable des matières premières physiques est proche de la juste valeur, car dans le cadre de la comptabilité de couverture de la juste valeur, la base du coût est ajustée pour tenir compte des variations de la juste valeur. Voir la Note 5 pour une analyse plus approfondie des relations de comptabilité de couverture de la Société. Afin de fournir des informations cohérentes sur la juste valeur, tous les stocks de matières premières physiques ont été inclus dans chaque période présentée.
- (d) Les soldes reflètent la réduction des titres détenus (positions longues) par le montant des titres identiques vendus mais non encore achetés (positions courtes).
- (e) Certains investissements qui sont évalués à la juste valeur en utilisant la valeur liquidative par action (ou son équivalent) comme moyen pratique ne doivent pas nécessairement être classés dans la hiérarchie des justes valeurs. Aux 31 décembre 2020 et 2019, la juste valeur de ces investissements, qui comprennent certains fonds spéculatifs, fonds de capital-investissement, fonds immobiliers et autres fonds, était de 670 millions de dollars et de 684 millions de dollars, respectivement. Ces soldes comprenaient, aux 31 décembre 2020 et 2019, des actifs de transaction de 52 millions de dollars et 54 millions de dollars, respectivement, et d'autres actifs de 618 millions de dollars et 630 millions de dollars, respectivement.
- (f) Aux 31 décembre 2020 et 2019, les prêts comprenaient 15,1 milliards de dollars et 19,8 milliards de dollars, respectivement, de prêts hypothécaires résidentiels de premier rang, et 6,3 milliards de dollars et 8,2 milliards de dollars, respectivement, de prêts hypothécaires commerciaux de premier rang. Les prêts hypothécaires résidentiels comprennent les prêts hypothécaires conformes créés dans l'intention de les vendre aux GSE et aux organismes gouvernementaux américains, soit 8,4 milliards de dollars et 13,6 milliards de dollars, respectivement.
- (g) Comme l'autorisent les GAAP US, la Société a choisi de compenser les créances et les dettes de dérivés ainsi que les garanties en espèces liées reçues et payées lorsqu'il existe un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire. Les soldes de niveau 3 seraient réduits si la compensation était appliquée, y compris l'avantage de compensation associé à la garantie en espèces.

Evaluations de niveau 3

La Société a établi des processus bien structurés pour déterminer la juste valeur, y compris pour les instruments dont la juste valeur est estimée à l'aide de données non observables importantes (niveau 3). Se reporter aux pages 171 à 175 de la présente note pour de plus amples informations sur le processus d'évaluation de la Société et pour une analyse détaillée de la détermination de la juste valeur des instruments financiers individuels.

L'estimation de la juste valeur nécessite l'exercice d'un jugement. Le type et le niveau de jugement requis dépendent largement de la quantité d'informations de marché observables dont dispose la Société. Pour les instruments évalués à l'aide de modèles d'évaluation développés en interne et d'autres techniques d'évaluation qui utilisent des données non observables importantes et qui sont donc classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs, les jugements utilisés pour estimer la juste valeur sont plus importants que ceux requis pour estimer la juste valeur des instruments classés aux niveaux 1 et 2.

Pour parvenir à une estimation de la juste valeur d'un instrument de niveau 3, la direction doit d'abord déterminer le modèle d'évaluation approprié ou toute autre technique d'évaluation à utiliser. Ensuite, en raison du manque d'observabilité des données importantes, la direction doit évaluer les données empiriques pertinentes pour calculer les données d'évaluation, y compris les détails des transactions, les courbes de rendement, les taux d'intérêt, la vitesse de remboursement anticipé, les taux de défaut, les volatilités, les corrélations, les prix (tels que les prix des matières premières, des actions ou de la dette), les évaluations d'instruments comparables, les taux de change et les courbes de crédit.

Le tableau suivant présente les principaux instruments financiers de niveau 3 de la Société, les techniques d'évaluation utilisées pour mesurer la juste valeur de ces instruments financiers, les données non observables importantes, la fourchette de valeurs de ces données et les moyennes pondérées ou arithmétiques de ces données. Alors que la détermination du classement d'un instrument au niveau 3 est basée sur l'importance des données non observables pour la mesure globale de la juste valeur, les instruments financiers de niveau 3 comprennent généralement des éléments observables (c'est-à-dire des éléments qui sont activement cotés et qui peuvent être validés par des sources externes) en plus des éléments non observables. Les données de niveau 1 et/ou de niveau 2 ne sont pas incluses dans le tableau. En outre, la Société gère le risque des composantes observables des instruments financiers de niveau 3 en utilisant des titres et des positions sur dérivés qui sont classés dans les niveaux 1 ou 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La fourchette de valeurs présentée dans le tableau est représentative du niveau le plus élevé et le plus bas des données d'entrée utilisées pour évaluer les groupes significatifs d'instruments dans une classification de produits/instruments. Lorsqu'elles sont fournies, les moyennes pondérées des valeurs d'entrée présentées dans le tableau sont calculées sur la base de la juste valeur des instruments que la donnée est utilisée pour évaluer. De l'avis de la Société, la gamme de données, la moyenne des valeurs pondérées et arithmétiques ne reflètent pas le degré d'incertitude des données ou une évaluation du caractère raisonnable des estimations et des hypothèses de la Société. Elles reflètent plutôt les caractéristiques des divers instruments détenus par la Société et la répartition relative des instruments dans la gamme de caractéristiques. Par exemple, deux contrats d'option peuvent avoir des niveaux similaires d'exposition au risque de marché et d'incertitude d'évaluation, mais peuvent avoir des niveaux de volatilité implicite significativement différents parce que les contrats d'option ont des sous-jacents, des durées ou des prix d'exercice différents. La gamme de données et les valeurs moyennes pondérées varieront donc d'une période à l'autre et d'un paramètre à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments détenus par la Société à chaque date de clôture.

Données de niveau 3^(a)

31 décembre 2020

Produit/Instrument	Juste valeur (en millions)	Principale technique d'évaluation	Données non observables(g)	Gamme des valeurs de données			Moyenne (f)
Titres et prêts adossés à des prêts hypothécaires résidentiels ^(b)	\$ 1,282	Flux de trésorerie actualisé	Rendement	0 %	–	18 %	6 %
			Vitesse de remboursement	0 %	–	46 %	10 %
			Taux de défaut conditionnel	0 %	–	30 %	14 %
			Gravité de la perte	0 %	–	107 %	7 %
Titres et prêts adossés à des prêts hypothécaires commerciaux ^(d)	466	Comparables sur le marché	Prix	\$ 0	–	\$ 101	\$ 84
Titres de créances d'entreprise	507	Comparables sur le marché	Prix	\$ 2	–	\$ 116	\$ 85
Prêts ^(d)	1,930	Comparables sur le marché	Prix	\$ 10	–	\$ 104	\$ 72
Titres adossés à des actifs	28	Comparables sur le marché	Prix	\$ 1	–	\$ 97	\$ 57
Dérivés de taux d'intérêts nets	238	Prix de l'option	Volatilité du taux d'intérêts	7 bps	–	513 bps	101 bps
			Spread du taux d'intérêts	11 bps	–	23 bps	15 bps
			Corrélation du tx d'intérêts	(65) %	–	99 %	35 %
			Corrélation IR-FX	(35) %	–	50 %	0 %
	20	Flux de trésorerie actualisé	Vitesse de remboursement	0 %	–	30 %	8 %
Dérivés de crédit nets	(260)	Flux de trésorerie actualisé	Corrélation de crédit	34 %	–	65 %	48 %
			Spread de crédit	3 bps	–	1,302 bps	441 bps
			Taux de recouvrement	0 %	–	67 %	46 %
			Taux de défaut conditionnel	2 %	–	100 %	58 %
			Gravité de la perte		100 %		100 %
	36	Comparables sur le marché	Prix	\$1	–	\$115	\$71
Dérivés de change nets	(298)	Prix de l'option	Corrélation IR-FX	(40)%	–	65 %	18 %
	(136)	Flux de trésorerie actualisé	Vitesse de remboursement		9 %		9 %
Dérivés sur actions nets	(3,862)	Prix de l'option	Prix à terme des actions	61 %	–	106 %	99 %
			Volatilité des actions	5 %	–	138 %	35 %
			Corrélation actions	18 %	–	99 %	60 %
			Corrélation actions-FX	(79)%	–	55 %	(27)%
			Corrélation actions-IR	20 %	–	50 %	28 %
Dérivés sur matières premières nets	(731)	Prix de l'option	Prix à terme des produits pétroliers	\$ 600 / MT	–	\$ 609 / MT	\$ 605 / MT
				\$		\$	\$
			Prix à terme de l'électricité	12/MWH	–	55/MWH	34/MWH
			Volatilité des matières premières	1 %	–	58 %	29 %
			Corrélation des mat prem	(49)%	–	95 %	23 %

MSRs	3,276	Flux de trésorerie actualisé	Voir Note 5				
Autres actifs	299	Flux de trésorerie actualisé	Spread de crédit		45 bps		45 bps
			Rendement	4 %		30 %	7 %
	585	Comparables sur le marché	Prix	\$ 29		\$ 29	\$ 29
Dette à long terme, emprunts à court terme et dépôts ^(e)	27,912	Prix de l'option	Volatilité du taux d'intérêts	7 bps	–	513 bps	101 bps
			Corrélation du tx d'intérêts	(65) %	–	99 %	35 %
			Corrélation IR-FX	(35) %	–	50 %	0 %
			Corrélation actions	18 %	–	99 %	60 %
			Corrélation actions FX	(79) %	–	55 %	(27) %
			Corrélation actions IR	20 %	–	50 %	28 %
	818	Flux de trésorerie actualisé	Corrélation de crédit	34 %	–	65 %	48 %
Autres actifs et passifs de niveau 3, nets ^(f)	250						

- (a) Les catégories présentées dans le tableau ont été regroupées en fonction du type de produit, ce qui peut différer de leur classification dans les bilans consolidés. En outre, les données présentées pour chaque technique d'évaluation dans le tableau ne sont, dans certains cas, pas applicables à chaque instrument évalué à l'aide de la technique, car les caractéristiques des instruments peuvent différer.
- (b) Comprend des titres de GSE et d'agences gouvernementales américaines pour 449 millions de dollars, des titres d'organismes non gouvernementaux pour 28 millions de dollars et des prêts non commerciaux pour 805 millions de dollars.
- (c) Comprend des titres d'organismes non gouvernementaux pour un montant de 3 millions de dollars, des prêts commerciaux pour un montant de 43 millions de dollars et des prêts non commerciaux pour un montant de 420 millions de dollars.
- (d) Comprend des prêts commerciaux de 850 millions de dollars et des prêts non commerciaux de 1,1 milliard de dollars.
- (e) La dette à long terme, les emprunts à court terme et les dépôts comprennent des obligations structurées émises par la Société qui ont des instruments financiers contenant généralement des dérivés incorporés. L'estimation de la juste valeur des obligations structurées inclut les caractéristiques des dérivés incorporés dans l'instrument. Les données non observables significatives sont largement cohérentes avec celles présentées pour les créances de dérivés.
- (f) Comprend les actifs et les passifs de niveau 3 qui ne sont pas significatifs, tant individuellement que dans leur ensemble.
- (g) Le prix est une donnée non observable importante pour certains instruments. Lorsque les prix du marché ne sont pas facilement disponibles, on a généralement recours à des techniques d'évaluation interne basées sur le prix. Le prix est exprimé en supposant une valeur nominale de 100 \$.
- (h) Le prix à terme des actions est exprimé en pourcentage du prix actuel des actions.
- (i) (Les montants représentent des moyennes pondérées, sauf pour les données relatives aux dérivés pour lesquelles des moyennes arithmétiques sont utilisées.

Changements et gamme des données non observables

L'analyse suivante fournit une description de l'impact sur une évaluation de la juste valeur d'un changement de chaque donnée non observable prise isolément, et de l'interrelation entre les données non observables, lorsque cela est pertinent et significatif. L'impact des modifications des données peut ne pas être indépendant, car la modification d'une donnée non observable peut entraîner la modification d'une autre donnée non observable. Lorsque des relations existent entre deux données non observables, ces relations sont discutées ci-dessous. Des relations peuvent également exister entre les données observables et non observables (par exemple, lorsque les taux d'intérêt observables augmentent, les taux de remboursement anticipé non observables diminuent) ; ces relations n'ont pas été incluses dans l'analyse ci-dessous. En outre, pour chacune des relations individuelles décrites ci-dessous, la relation inverse s'applique généralement aussi.

L'analyse suivante fournit également une description des attributs des instruments sous-jacents et des facteurs de marché externes qui affectent la gamme des données utilisées dans l'évaluation des positions de la Société.

Rendement - Le rendement d'un actif est le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un calcul de flux de trésorerie actualisés. Une augmentation du rendement, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

Ecart de crédit - L'écart de crédit est le montant du rendement annualisé supplémentaire par rapport au taux d'intérêt du marché qu'un participant au marché exigerait pour s'exposer au risque de crédit d'un instrument. L'écart de crédit d'un instrument fait partie du taux d'actualisation utilisé dans le calcul des flux de trésorerie actualisés. En général, une augmentation de l'écart de crédit entraîne une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

Le rendement et l'écart de crédit d'un titre adossé à des prêts hypothécaires particuliers reflètent principalement le risque inhérent à l'instrument. Le rendement est également influencé par le niveau absolu du coupon payé par l'instrument (qui peut ne pas correspondre directement au niveau de risque inhérent). Par conséquent, la fourchette des rendements et des écarts de crédit reflète la gamme des risques inhérents aux divers instruments détenus par la Société. Le risque inhérent aux titres adossés à des prêts hypothécaires dépend de la subordination du titre évalué et des caractéristiques des prêts hypothécaires sous-jacents au sein du pool garanti, notamment les scores FICO des emprunteurs, les ratios LTV pour les prêts hypothécaires résidentiels et la nature de la propriété et/ou des locataires pour les prêts hypothécaires commerciaux. Pour les titres de créance d'entreprises, les obligations des Etats et des municipalités des Etats-Unis et d'autres instruments similaires, les écarts de crédit reflètent la qualité de crédit du débiteur et la durée de l'obligation.

Vitesse de remboursement anticipé - La vitesse de remboursement anticipé est une mesure des remboursements volontaires non programmés du principal d'une obligation remboursable par anticipation dans un pool garanti. La vitesse de remboursement anticipé diminue généralement à mesure que les défauts des emprunteurs augmentent. Une augmentation de la vitesse de remboursement anticipé, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur des actifs évalués à une prime au pair et une augmentation de l'évaluation de la juste valeur des actifs évalués à une décote au pair. Les vitesses de remboursement anticipé peuvent varier d'un pool de garantie à l'autre et dépendent du type et de la localisation de l'emprunteur sous-jacent, de la durée restante de l'obligation ainsi que du niveau et du type (par exemple, fixe ou variable) du taux d'intérêt payé par l'emprunteur. En général, les pools de garanties dont la qualité de crédit de l'emprunteur est plus élevée ont un taux de remboursement anticipé plus élevé que ceux dont la qualité de crédit de l'emprunteur est plus faible, tous les autres facteurs étant égaux.

Taux de défaut conditionnel - Le taux de défaut conditionnel est une mesure de la réduction du solde de la garantie sous-jacente à une obligation garantie par une garantie à la suite de défauts. Bien qu'il n'y ait généralement pas de relation directe entre les taux de défauts conditionnels et les vitesses de remboursement anticipé, les obligations garanties pour lesquelles la garantie sous-jacente a des vitesses de remboursement anticipé élevées auront tendance à avoir des taux de défaut conditionnel plus faibles. Une augmentation des taux de défaut conditionnel s'accompagnerait généralement d'une augmentation de la gravité des pertes et d'une augmentation des écarts de crédit. Une augmentation du taux de défaut conditionnel, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur. Les taux de défaut conditionnel reflètent la qualité des garanties sous-jacentes à une titrisation et la structure de la titrisation elle-même. Sur la base des types de titres détenus dans les portefeuilles de tenue de marché de la Société, les taux de défaut conditionnel se situent le plus souvent dans la partie inférieure de la fourchette présentée.

Gravité des pertes - La gravité des pertes (le concept inverse est le taux de recouvrement) est le montant attendu des pertes futures réalisées résultant de la liquidation finale d'un prêt particulier, exprimé comme le montant net des pertes par rapport au solde du prêt impayé. Une augmentation de la gravité des pertes s'accompagne généralement d'une augmentation des taux de défaut conditionnel. Une augmentation de la gravité des pertes, prise isolément, entraînerait une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

La gravité des pertes appliquée à l'évaluation d'un investissement en titres adossés à des prêts hypothécaires dépend de facteurs liés aux prêts hypothécaires sous-jacents, notamment le ratio LTV, la nature du privilège du prêteur sur la propriété et d'autres facteurs spécifiques à l'instrument.

Corrélation - La corrélation est une mesure de la relation entre les mouvements de deux variables. La corrélation est une donnée de prix pour un produit dérivé dont le paiement est déterminé par un ou plusieurs risques sous-jacents. Les données de corrélation sont liées au type de dérivé (par exemple, taux d'intérêt, crédit, actions, devises et matières premières) en raison de la nature des risques sous-jacents. Lorsque les paramètres sont positivement corrélés, une augmentation d'un paramètre entraînera une augmentation de l'autre paramètre. Lorsque les paramètres sont corrélés négativement, l'augmentation d'un paramètre entraîne la diminution de l'autre paramètre. Une augmentation de la corrélation peut entraîner une augmentation ou une diminution de l'évaluation de la juste valeur. Dans le cas d'une position de corrélation courte, une augmentation de la corrélation, prise isolément, entraînerait généralement une diminution de l'évaluation de la juste valeur.

Le niveau de corrélation utilisé dans l'évaluation des dérivés comportant de multiples risques sous-jacents dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment de la nature de ces risques. Par exemple, la corrélation entre deux expositions au risque de crédit sera différente de celle entre deux expositions au risque de taux d'intérêt. De même, la durée de la transaction peut également avoir un impact sur la donnée de la corrélation, car la relation entre les risques sous-jacents peut être différente sur différentes périodes de temps. En outre, les niveaux de corrélation sont très dépendants des conditions de marché et peuvent présenter un éventail relativement large de niveaux au sein d'une même classe d'actifs ou entre classes d'actifs au fil du temps, en particulier dans des conditions de marché volatiles.

Volatilité - La volatilité est une mesure de la variabilité des rendements possibles d'un instrument, d'un paramètre ou d'un indice de marché, compte tenu de la variation de la valeur de l'instrument, d'un paramètre ou d'un indice en question dans le temps. La volatilité est une donnée de prix pour les options, y compris les options sur actions, sur matières premières et sur taux d'intérêt. En général, plus la volatilité du sous-jacent est élevée, plus l'instrument est risqué. Dans le cas d'une position longue sur une option, une augmentation de la volatilité, prise isolément, entraînerait généralement une augmentation de l'évaluation de la juste valeur.

Le niveau de volatilité utilisé dans l'évaluation d'un dérivé particulier basé sur une option dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment la nature du risque sous-jacent à l'option (par exemple, la volatilité d'un titre de participation particulier peut être sensiblement différente de celle d'un indice de matières premières particulier), la durée du dérivé ainsi que le prix d'exercice de l'option.

Prix à terme - Le prix à terme est le prix auquel l'acheteur accepte d'acheter l'actif sous-jacent à un contrat à terme à la date de livraison future prédéterminée, et est tel que la valeur du contrat est nulle à l'origine.

Le prix à terme est utilisé comme donnée dans l'évaluation de certains dérivés et dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment les taux d'intérêt, le prix actuel de l'actif sous-jacent, ainsi que le revenu attendu à recevoir et les coûts à engager par le vendeur du fait de la détention de cet actif jusqu'à la date de livraison. Une augmentation du terme peut entraîner une augmentation ou une diminution de la mesure de la juste valeur.

Changements dans les évaluations de la juste valeur récurrentes de niveau 3

Les tableaux suivants comprennent un report des montants des bilans consolidés (y compris les changements de la juste valeur) pour les instruments financiers classés par la Société au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018. Lorsqu'il est décidé de classer un instrument financier au niveau 3, la détermination est basée sur l'importance des données non observables pour l'évaluation globale de la juste valeur. Cependant, les instruments financiers de niveau 3 comprennent généralement, en plus des éléments non observables ou de niveau 3, des éléments observables (c'est-à-dire des éléments qui sont activement cotés et qui peuvent être validés auprès de sources externes) ; par conséquent, les gains et les pertes dans le tableau ci-dessous comprennent les variations de la juste valeur dues en partie à des facteurs observables qui font partie de la méthodologie d'évaluation. En outre, la Société gère le risque des composantes observables des instruments financiers de niveau 3 en utilisant des titres et des positions sur produits dérivés qui sont classés au niveau 1 ou 2 de la hiérarchie des justes valeurs ; comme ces instruments de gestion du risque de niveau 1 et 2 ne sont pas inclus ci-dessous, les gains ou les pertes dans les tableaux suivants ne reflètent pas l'effet des activités de gestion des risques de la Société liées à ces instruments de niveau 3.

Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives									Variations dans les gains/ (pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au
Exercice clos le 31 décembre 2020 (en millions)	Juste valeur au 01/01/2020	Total des gains/ (pertes) réalisés/ non réalisés	Achat ^(a)	Ventes	Règls ^(b)	Transferts au niveau 3 ^(c)	Transferts en dehors du niveau 3	Juste valeur au 31/12/2020	31/12/2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs^(a)									
Actifs de transaction :									
Titres de créance									
Titres adossés à des hypothèques									
GSEs et agences gouvernementales U.S.	797	(172)	134	(149)	(161)	—	—	449	(150)
Résidentiel – organisme non gouv	23	2	15	(5)	(4)	—	(3)	28	(1)
Commercial – organisme non gouv	4	—	1	—	(1)	2	(3)	3	—
Total titres adossés à hypothèques	824	(170)	150	(154)	(166)	2	(6)	480	(151)
Trésor U.S., GSE agences gouvernementales	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obligations des états et municipalités U.S.	10	—	—	(1)	(1)	—	—	8	—
Titres de créances, de gouvernement non américain	155	21	281	(245)	(7)	—	(23)	182	11
Titres de créances d'entreprise	558	(23)	582	(205)	(236)	411	(580)	507	(25)
Prêts ^(b)	673	(73)	1,112	(484)	(182)	791	(944)	893	(40)
Titres adossés à des actifs	37	(3)	44	(40)	(9)	9	(10)	28	(4)
Total titres de créance	2,257	(248)	2,169	(1,129)	(601)	1,213	(1,563)	2,098	(209)
Titre de participation	196	(75)	53	(376)	(1)	535	(153)	179	(20)
Autres	232	271	245	(9)	(154)	6	(245)	346	206
Total actifs de transaction - titres									
D'emprunt et de participation	2,685	(52) ^(d)	2,467	(1,514)	(756)	1,754	(1,961)	2,623	(23) ^(d)
Créances nettes sur dérivés ^(c)									
Taux d'intérêts	(332)	2,682	308	(148)	(2,228)	(332)	308	258	325
Crédit	(139)	(212)	73	(154)	181	59	(32)	(224)	(110)
Taux de change	(607)	49	49	(24)	83	13	3	(434)	116
Actions	(3,395)	(65)	1,664	(2,317)	1,162	(935)	24	(3,862)	(556)
Matières premières	(16)	(546)	27	(241)	356	(310)	(1)	(731)	267
Total créances nettes sur dérivés	(4,489)	1,908 ^(d)	2,121	(2,884)	(446)	(1,505)	302	(4,993)	42 ^(d)
Titres disponibles à la vente :									
Titres adossés à des hypothèques	1	—	—	—	(1)	—	—	—	—
Titres adossés à des actifs	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total titres disponibles à la vente	1	—	—	—	(1)	—	—	—	—
Prêts ^(b)	516	(243) ^(d)	962	(84)	(733)	2,571	(684)	2,305	(18) ^(d)
Droits de gestion des hypothèques	4,699	(1,540) ^(e)	1,192	(176)	(899)	—	—	3,276	(1,540) ^(e)
Autres actifs ^(b)	917	(63) ^(d)	75	(104)	(320)	40	(7)	538	(3) ^(d)

Exercice clos le 31 décembre 2020 (en millions)	Juste valeur au 01/01/2020	Total des gains/ (pertes) réalisés/non réalisés	Achat ^(e)	Ventes	Emissions	Règls ^(h)	Transferts au niveau 3 ⁽ⁱ⁾	Transferts en dehors du niveau 3 ⁽ⁱ⁾	Juste valeur au 31/12/2020	Variations dans les gains/ (pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au
										31/12/2020
										31/12/2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs ^(a)										
Dépôts	3,360	165 ^{(d)(f)}	—	—	671	(605)	265	(943)	2,913	455 ^{(d)(t)}
Emprunts à court terme	1,674	(338) ^{(d)(i)}	—	—	5,140	(4,115)	105	(46)	2,420	143 ^{(d)(t)}
Passifs de transaction – titres d’emprunt et de participation	41	(2) ^(d)	(126)	14	—	(4)	136	(8)	51	(1) ^(d)
Comptes créditeurs et autres passifs	45	33 ^(d)	(87)	37	—	—	47	(7)	68	28 ^(d)
Intérêts bénéficiaires émis par les VIE consolidées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dettes à long terme	23,339	40 ^{(e)(f)}	-	-	9,883	(9,833)	1,250	(1,282)	23,397	1,920 ^{(d)(t)}

Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives

Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives									
									Variations dans les gains/ (pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au
Exercice clos le 31 décembre 2019 (en millions)	Juste valeur au 01/01/2019	Total des gains/ (pertes) réalisés/non réalisés	Achat ^(a)	Ventes	Règits ^(h)	Transferts au niveau 3 ⁽ⁱ⁾	Transferts en dehors du niveau 3	Juste valeur au 31/12/2019	31/12/2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs : ^(a)									
Actifs de transaction									
Titres de créance :									
Titres adossés à des hypothèques GSEs et agences gouvernementales U.S.	549	(62)	773	(310)	(134)	1	(20)	797	(58)
Résidentiel – organisme non gvt	64	25	83	(86)	(20)	15	(58)	23	2
Commercial – organisme non gvt	11	2	20	(26)	(14)	15	(4)	4	1
Total titres adossés à des hypothèques	624	(35)	876	(422)	(168)	31	(82)	824	(55)
Trésor U.S., GSE et agences gouvernementales									
Obligations des états et des municipalités U.S.	689	13	85	(159)	(8)	–	(610)	10	13
Titres de créances de gouvernement non américain	155	1	290	(287)	–	14	(18)	155	4
Titres de créances d'entreprise	334	47	437	(247)	(52)	112	(73)	558	40
Prêts ^(b)	738	29	456	(519)	(82)	437	(386)	673	13
Titres adossés à des actifs	127	–	37	(93)	(40)	28	(22)	37	(3)
Total titres de créance	2,667	55	2,181	(1,727)	(350)	622	(1,191)	2,257	12
Titres de participation	232	(41)	58	(22)	(22)	181	(109)	196	(18)
Autres	301	(36)	50	(26)	(54)	2	(5)	232	91
Total actifs de transaction - Titres d'emprunt et de participation	3,200	(22) ^(d)	2,289	(1,856)	(426)	805	(1,305)	2,685	85 ^(d)
Créances nettes sur dérivés ^(c)									
Taux d'intérêts	(38)	(394)	109	(125)	5	(7)	118	(332)	
Crédit	(107)	(36)	20	(9)	8	29	(44)	(139)	(599)127
Taux de change	(297)	(551)	17	(67)	312	(22)	1	(607)	(380)
Actions	(2,225)	(310)	397	(573)	(503)	(405)	224	(3,395)	(1,608)
<u>Matières premières</u>	(1,129)	497	36	(348)	89	(6)	845	(16)	130
Total créances nettes sur dérivés	(3,796)	(794)	^(d)	579	(1,122)	(89)	(411)	1,144	(4,489)
Titres disponibles à la vente :									
Titres adossés à des hypothèques	1	–	–	–	–	–	–	1	–
Titres adossés à des actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total titres disponibles à la vente	856	59 ^(d)	236	(188)	(482)	188	(153)	516	38 ^(d)
Prêts ^(b)									
Droits de gestions des hypothèques	6,130	(1,180) ^(e)	1,489	(789)	(951)	–	–	4,699	(1,180) ^(e)
Autres actifs ^(b)	1,161	(150) ^(d)	229	(166)	(156)	6	(7)	917	(180) ^(d)

Exercice clos le 31 décembre 2019 (en millions)	Juste valeur au 01/01/2019	Total des gains/ (pertes) réalisés/non réalisés	Achat ^(e)	Ventes	Emissions	Règlements	Transferts au niveau 3	Transferts en dehors du niveau 3	Juste valeur au 31/12/2019	Variations dans les gains/ (pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au
										31/12/2019
										31/12/2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs : ^(a)										
Dépôts	4,169	278 ^(d)	—	—	916	(806)	12	(1,209)	3,360	307 ^{(d)(f)}
Emprunts à court terme	1,523	229 ^(d)	—	—	3,441	(3,356)	85	(248)	1,674	155 ^{(d)(f)}
Passifs de transaction - instruments de dette et de capitaux propres	50	2 ^(d)	(22)	41	—	1	16	(47)	41	3 ^(d)
Comptes créditeurs et autres passifs	10	(2) ^(d)	(84)	115	—	—	6	-	45	29 ^(d)
Intérêts bénéficiaires émis par les VIE consolidées	1	(1) ^(d)	—	—	—	—	—	—	—	—
Dette à long terme	19,418	2,815 ^(d)	—	—	10,441	(8,538)	651	(1,448)	23,339	2,822 ^{(d)(f)}

Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives

Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives									
									Variations dans les gains/ (pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au
Exercice clos le 31 décembre 2018 (en millions)	Juste valeur au 31/01/2018	Total des gains/ (pertes) réalisés/non réalisés	Achat ^(a)	Ventes	Règits ^(h)	Transferts au niveau 3 ⁽ⁱ⁾	Transferts en dehors du niveau 3 ⁽ⁱ⁾	Juste valeur au 31/12/2018	31/12/ 2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs^(a)									
Actifs de transaction									
Titres de créance :									
Titres adossés à hypothèques GSE et agences gouvernementales U.S	307	(23)	478	(164)	(73)	94	(70)	549	(21)
Résidentiel - organisme non gvt	60	(2)	78	(50)	(7)	59	(74)	64	1
Commercial – organisme non gvt	11	2	18	(18)	(17)	36	(21)	11	(2)
Total titres adossés à hypothèques	378	(23)	574	(232)	(97)	189	(165)	624	(22)
Trésor US, GSE et agences gouv	1	–	–	–	–	–	(1)	–	–
Obligations des états. et des municipalités U.S	744	(17)	112	(70)	(80)	–	–	689	(17)
Titres de créance de gouvernement non américain	78	(22)	459	(277)	(12)	23	(94)	155	(9)
Titres de créance d'entreprises	312	(18)	364	(309)	(48)	262	(229)	334	(1)
Prêts ^(b)	612	1	941	(536)	(219)	619	(680)	738	(13)
Titres adossés à des actifs	153	28	98	(41)	(55)	45	(101)	127	22
Total titres de créance	2,278	(51)	2,548	(1,465)	(511)	1,138	(1,270)	2,667	(40)
Titres de participation	295	(40)	118	(120)	(1)	107	(127)	232	9
Autres	690	(285)	55	(40)	(118)	3	(4)	301	(301)
Total actifs de transaction - titres and d'emprunt et titres de participation	3,263	(376) ^(d)	2,721	(1,625)	(630)	1,248	(1,401)	3,200	(332)(d)
Créances nettes de dérivés ^(c)									
Taux d'intérêt	264	150	107	(133)	(430)	(15)	19	(38)	187
Crédit	(35)	(40)	5	(7)	(57)	4	23	(107)	(28)
Taux de change	(396)	103	52	(20)	30	(108)	42	(297)	(63)
Actions	(3,409)	198	1,676	(2,208)	1,805	(617)	330	(2,225)	561
Matières premières	(674)	(73)	1	(72)	(301)	7	(17)	(1,129)	146
Total créances nettes de dérivés	(4,250)	338 ^(d)	1,841	(2,440)	1,047	(729)	397	(3,796)	803 ^(d)
Titres disponibles à la vente :									
Titres adossés à des hypothèques	1	–	–	–	–	–	–	1	–
Titres adossés à des actifs	276	1	–	–	(277)	–	–	–	–
Total titres disponibles à la vente	277	1	–	–	(277)	–	–	1	–
Prêts ^(b)	2,152	9 ⁽ⁱ⁾	412	(1,256)	(496)	194	(159)	856	(4) ^(d)
Droits de gestion des hypothèques	6,030	230 ^(e)	1,246	(636)	(740)	–	–	6,130	230 ^(e)
Autres actifs ^(b)	1,496	(319) ^(d)	195	(38)	(176)	4	(1)	1,161	(331) ^(d)

Mesure de la juste valeur en utilisant les données non observables significatives

Exercice clos le 31 décembre 2018 (en millions)	Juste valeur au 01/01/2018	Total des gains/ (pertes) réalisés/non réalisés	Achat ^(e)	Ventes	Emissions	Règlements	Transferts au niveau 3	Transferts en dehors du niveau 3	Juste valeur au 31/12/2018	Variations dans les gains/ (pertes) réalisés par rapport aux instruments financiers détenus au 31/12/2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs ^(e)										
Dépôts	4,142	\$(136) ^{(d)(t)}	–	–	1,437	(736)	2	(540)	4,169	(204) (d)(f)
Emprunts à court terme	1,665	(329) ^{(d)(f)}	–	–	3,455	(3,388)	272	(152)	1,523	(131) ^{(d)(t)}
Passif de transaction – titres d'emprunt et titres de participation	39	19 ^(d)	(99)	114	–	(1)	14	(36)	50	16 ^(d)
Comptes créditeurs et autres passifs	13	–	(12)	5	–	–	4	–	10	–
Intérêts bénéficiaires émis par les VIE consolidées	39			1		(39)			1	
Dette à long terme	16,125	(1,169) ^{(d)(t)}		–	11,919	(7,769)	1,143	(831)	19,418	(1,385) ^{(d)(t)}

- (a) Les actifs de niveau 3 à la juste valeur en pourcentage du total des actifs de la Société comptabilisés à la juste valeur (y compris les actifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente) étaient de 1 %, 2 % et 3 % aux 31 décembre 2020, 2019 et 2018, respectivement. Les passifs de niveau 3 à la juste valeur en pourcentage du total des passifs de la Société à la juste valeur (y compris les passifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente) étaient de 9 %, 16 % et 15 % aux 31 décembre 2020, 2019 et 2018, respectivement.
- (b) Au troisième trimestre de 2020, la Société a reclassé certaines positions liées aux prêts ayant fait l'objet du choix de l'option de la juste valeur des actifs de négociation en prêts et autres actifs. Les montants des périodes précédentes ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.
- (c) Tous les dérivés de niveau 3 sont présentés sur une base nette, indépendamment de la contrepartie sous-jacente.
- (d) Principalement présenté dans les revenus des opérations principales, à l'exception des variations de la juste valeur des prêts hypothécaires de BCC, des engagements liés aux prêts accordés avec l'intention de vendre et des engagements d'achat de prêts hypothécaires, qui sont présentés dans les commissions hypothécaires et les revenus connexes.
- (e) Les variations de la juste valeur des MSR sont comptabilisées dans les commissions sur les prêts hypothécaires et les revenus connexes.
- (f) Les (gains)/pertes réalisés dus à la DVA pour les passifs faisant l'objet du choix de l'option de la juste valeur sont présentés dans les revenus des transactions principales, et ils n'étaient pas significatifs pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, respectivement. Les (gains)/pertes non réalisés sont présentés dans les autres éléments du résultat global, et ils étaient de 221 millions de dollars, 319 millions de dollars et (277) millions de dollars pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, respectivement.
- (g) Les montages de prêts sont inclus dans les achats.
- (h) Comprend les actifs et les passifs financiers qui sont arrivés à échéance, qui ont été partiellement ou entièrement remboursés, les incidences des modifications, la déconsolidation associée aux intérêts bénéficiaires dans les VIE et d'autres éléments.
- (i) Tous les transferts vers et/ou hors du niveau 3 sont basés sur des changements dans l'observabilité et/ou l'importance des données d'évaluation et sont supposés se produire au début de la période de déclaration trimestrielle dans laquelle ils se produisent.
- (j) Les gains/(pertes) réalisés sur les titres disponibles à la vente, ainsi que les pertes liées à une dépréciation durable (« OTTI ») qui sont comptabilisées en résultat, sont présentés dans les gains/(pertes) sur titres de placement. Les gains/(pertes) non réalisés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Il n'y a pas eu de gains/(pertes) réalisés et d'ajustements de la comptabilité de couverture de change enregistrés dans les résultats sur les titres disponibles à la vente pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, respectivement, et 1 million de dollars enregistrés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Il n'y a pas eu de gains/(pertes) non réalisés importants enregistrés dans les autres éléments du résultat global sur les titres disponibles à la vente pour les exercices clos respectivement les 31 décembre 2020, 2019 et 2018.

Analyse de niveau 3

Changements dans les bilans consolidés

Les actifs de niveau 3 à la juste valeur, y compris les actifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente, représentaient 0,5 % du total des actifs de la Société au 31 décembre 2020. Le tableau suivant décrit les changements importants apportés aux actifs de niveau 3 depuis le 31 décembre 2019, pour les éléments évalués à la juste valeur sur une base récurrente. Voir la section actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente à la page 189 pour plus d'informations sur les changements ayant un impact sur les éléments évalués à la juste valeur sur une base non récurrente.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

Les actifs de niveau 3 s'élevaient à 16,4 milliards de dollars au 31 décembre 2020, ce qui reflète une augmentation de 2,9 milliards de dollars par rapport au 31 décembre 2019.

L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'explique par :

- Augmentation de 907 millions de dollars des créances brutes de dérivés de taux d'intérêt et de 1,4 milliard de dollars des créances brutes de dérivés sur actions, en grande partie en raison de gains nets de règlements.
- Augmentation de 1,8 milliard de dollars des prêts non commerciaux en raison de transferts nets partiellement compensé par une diminution de 1,4 milliard de dollars des MSR en raison de pertes et de règlements partiellement compensés par des achats.

Voir les sections ci-dessous pour de plus amples informations.

Transferts entre niveaux pour les instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les transferts importants du niveau 2 au niveau 3 comprenaient les éléments suivants :

- 1,8 milliard de dollars au total de titres d'emprunt et de participation principalement des titres de participation et des prêts à des fins de transaction, en raison d'une diminution de l'observabilité.
- 2,6 milliards de dollars au total de créances brutes de dérivés sur actions et 3,5 milliards de dollars de dettes brutes de dérivés sur actions en raison d'une diminution du caractère observable et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 880 millions de dollars de dettes brutes de dérivés de taux d'intérêt en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 2,6 milliards de dollars de prêts non commerciaux en raison d'une diminution de l'observabilité.
- 1,2 milliard de dollars de dette à long terme en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables pour les obligations structurées.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient les éléments suivants :

- 2,0 milliards de dollars au total de titres d'emprunt et de participation, principalement dus à des dettes d'entreprises et à des prêts commerciaux, en raison d'une augmentation de l'observabilité.
- 2,4 milliards de dollars de créances brutes de dérivés sur actions et 2,4 milliards de dollars de dettes brutes de dérivés sur actions en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 943 millions de dollars de dépôts en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 1,3 milliard de dollars de dette à long terme en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables pour les obligations structurées.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les transferts importants du niveau 2 au niveau 3 comprenaient les éléments suivants :

- 993 millions de dollars au total de titres d'emprunt et de participation, dont la majorité étaient des prêts à des fins de transaction, en raison d'une diminution de l'observabilité.
- 904 millions de dollars de dettes brutes de dérivés sur actions, en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient les éléments suivants :

- 1,5 milliard de dollars au total de titres d'emprunt et de participation, dont la majorité étaient des obligations d'Etats et de municipalités américains et des prêts de négociation, en raison d'une augmentation de l'observabilité.
- 1,1 milliard de dollars de créances brutes de dérivés sur actions et 1,3 milliard de dollars de dettes brutes de dérivés sur actions en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 962 millions de dollars de dettes brutes de dérivés sur matières premières suite à une augmentation de l'observabilité.
- 1,2 milliard de dollars de dépôts en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.
- 1,4 milliard de dollars de dettes à long terme en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les transferts importants du niveau 2 au niveau 3 comprenaient les éléments suivants :

- 1,4 milliard de dollars au total de titres d'emprunt et de participation, dont la majorité étaient des prêts à des fins de transaction, en raison d'une diminution de l'observabilité.
- 1,0 milliard de dollars de créances brutes de dérivés sur actions et 1,6 milliard de dollars de dettes brutes de dérivés sur actions en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables.
- 1,1 milliard de dollars de dettes à long terme en raison d'une diminution de l'observabilité et d'une augmentation de l'importance des données non observables pour certaines obligations structurées.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient les éléments suivants :

- 1,5 milliard de dollars au total de titres d'emprunt et de participation, dont la majorité étaient des prêts à des fins de transaction, en raison d'une augmentation de l'observabilité.
- 1,2 milliard de dollars de créances brutes de dérivés sur actions et 1,5 milliard de dollars de dettes brutes de dérivés sur actions, en raison d'une augmentation de l'observabilité et d'une diminution de l'importance des données non observables.

Tous les transferts sont basés sur des changements dans l'observabilité et/ou l'importance des données d'évaluation et sont supposés se produire au début de la période de déclaration trimestrielle au cours de laquelle ils se produisent.

Gains et pertes

Les éléments suivants décrivent les principales composantes du total des gains/(pertes) réalisés/non réalisés pour les instruments évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018. Ces montants excluent tout effet des activités de gestion des risques de la Société lorsque les instruments financiers sont classés au niveau 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Voir les tableaux récapitulatifs des variations des évaluations de la juste valeur récurrentes de niveau 3 aux pages 182-186 pour plus d'informations sur ces instruments.

2020

- 10 millions de dollars de gains nets sur les actifs tirés des gains des créances nettes de dérivés de taux d'intérêt en raison des mouvements du marché, largement compensés par des pertes dans les MSR reflétant des vitesses de remboursement anticipé plus rapides sur des taux plus bas. Voir la note 15 pour de plus amples informations sur les MSR.
- 102 millions de dollars de gains nets sur les passifs dus aux mouvements du marché dans les emprunts à court terme.

2019

- 2,1 milliards de dollars de pertes nettes sur les actifs, en grande partie dues aux MSR reflétant des vitesses de remboursement anticipé plus rapides sur des taux plus bas. Voir la note 15 pour de plus amples informations sur les MSR.
- 3,3 milliards de dollars de pertes nettes sur les passifs principalement dues aux mouvements du marché de la dette à long terme.

2018

- 1,6 milliard de dollars de gains nets sur les passifs, en grande partie dus aux mouvements du marché de la dette à long terme.

Ajustements de crédit et de financement – dérivés

Les dérivés sont généralement évalués à l'aide de modèles qui utilisent comme base des paramètres de marché observables. Ces paramètres de marché ne prennent généralement pas en compte des facteurs tels que le risque de non-exécution de la contrepartie, la qualité de crédit de la Société et les coûts de financement. Par conséquent, il est généralement nécessaire d'apporter des ajustements à l'estimation de base de la juste valeur pour refléter ces facteurs.

La CVA représente l'ajustement, par rapport au taux d'intérêt de référence pertinent, nécessaire pour refléter le risque de non-exécution de la contrepartie. La Société estime la CVA en utilisant une analyse de scénario pour estimer l'exposition positive au crédit attendue sur l'ensemble des positions existantes de la Société avec chaque contrepartie, puis estime les pertes sur la base de la probabilité de défaut et du taux de recouvrement estimé à la suite d'un événement de crédit de la contrepartie en tenant compte des facteurs contractuels conçus pour atténuer l'exposition au crédit de la Société, tels que les garanties et les droits légaux de compensation. Les principaux éléments de cette méthodologie sont (i) la probabilité qu'un événement de défaut se produise pour chaque contrepartie, telle que dérivée des spreads de CDS observés ou estimés ; et (ii) les taux de recouvrement estimés impliqués par les spreads de CDS, ajustés pour prendre en compte les différences de taux de recouvrement en tant que créancier de produits dérivés par rapport à ceux reflétés dans les spreads de CDS, qui reflètent généralement le risque de créancier de premier rang non garanti.

Le FVA représente l'ajustement permettant de refléter l'impact du financement et est comptabilisé lorsqu'il existe des preuves qu'un acteur du marché principal l'incorporerait dans un transfert de l'instrument. Le cadre du FVA de la Société, appliqué aux produits dérivés de gré à gré non garantis (y compris partiellement garantis), intègre des données clés telles que (i) les besoins de financement attendus découlant des positions de la Société avec chaque contrepartie et des accords de garantie ; et (ii) le coût de financement estimé sur le marché principal qui, pour les passifs de dérivés, tient compte du risque de crédit de la Société (DVA). Pour les dérivés garantis, la juste valeur est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus au taux de swap indexé au jour le jour, compte tenu de l'accord de garantie sous-jacent avec la contrepartie, et par conséquent un FVA distinct n'est pas nécessaire.

Le tableau suivant présente l'impact des ajustements de crédit et de financement sur les revenus des transactions principales au cours des périodes respectives, à l'exclusion de l'effet de toute activité de couverture associée. Le FVA présenté ci-dessous inclut l'impact de la qualité de crédit propre de la Société sur la valeur initiale des passifs ainsi que l'impact des changements de la qualité de crédit propre de la Société dans le temps.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2020	2019	2018
	\$	\$	\$
Ajustements de crédit et de financement :			
Dérivés CVA	(337)	241	193
Dérivés FVA	(64)	199	(74)

Ajustements de l'évaluation des passifs faisant l'objet du choix de l'option de la juste valeur

L'évaluation des passifs de la Société pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie nécessite la prise en compte du risque de crédit propre à la Société. La DVA sur les passifs pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie reflète les changements (postérieurs à l'émission du passif) de la probabilité de défaut et de la LGD de la Société, qui sont estimés sur la base des changements de l'écart de crédit de la Société observés sur le marché obligataire. Les (gains)/pertes réalisés dus à la DVA pour les passifs faisant l'objet du choix de l'option de la juste valeur sont comptabilisés dans les revenus des transactions principales. Les (gains)/pertes non réalisés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Voir la page 186 de la présente note et à la note 24 pour de plus amples informations.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur sur une base non récurrente.

Les tableaux suivants présentent les actifs et les passifs détenus aux 31 décembre 2020 et 2019, respectivement, pour lesquels des ajustements de juste valeur non récurrents ont été enregistrés au cours des exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, respectivement, par grande catégorie de produits et par hiérarchie de juste valeur.

31 décembre 2020 (en millions)	Hiérarchie des justes valeurs			Total de la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Prêts	—	1,611	972 ^(d)	2,583
Autres actifs ^(e)	—	(¹)	979	984
Total des actifs mesurés à leur JV sur une base non récurrente	—	1,616	1,951	3,567
Comptes créditeurs et autres passifs ^(b)	—	—	12	12
Total des passifs mesurés à leur JV sur une base non récurrente	—	—	12	12

31 décembre 2019 (en millions)	Hiérarchie des justes valeurs			Total de la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
	\$	\$	\$	\$
Prêts	—	3,462	269 ^(c)	3,731
Autres actifs	—	(¹)	1,043	1,057
Total des actifs mesurés à leur JV sur une base non récurrente	—	3,476	1,312	4,788

(a) Comprend principalement des titres de participation sans juste valeur facilement déterminable qui ont été ajustés sur la base de changements de prix observables dans des transactions ordonnées d'un investissement identique ou similaire du même émetteur (alternative de mesure). Sur les 979 millions de dollars d'actifs de niveau 3 évalués à la juste valeur sur une base non récurrente au 31 décembre 2020, 535 millions de dollars concernaient des titres de participation ajustés sur la base de l'alternative de mesure. Ces titres de participation sont classés au niveau 3 en raison de la rareté des prix observables et/ou des restrictions sur les actions.

(b) Il n'y avait aucun passif évalué à la juste valeur sur une base non récurrente au 31 décembre 2019.

(c) Comprend principalement certains prêts hypothécaires qui ont été reclassés en actifs détenus en vue de la vente.

(d) Sur les 972 millions de dollars d'actifs de niveau 3 évalués à la juste valeur sur une base non récurrente au 31 décembre 2020, 602 millions de dollars étaient liés à des prêts immobiliers résidentiels comptabilisés à la valeur de réalisation nette de la garantie sous-jacente (par exemple, des prêts dépendant d'une garantie). Ces montants sont classés au niveau 3 car ils sont évalués à l'aide d'informations provenant d'avis de prix de courtiers, d'évaluations et de modèles d'évaluation automatisés et actualisés en fonction de l'expérience de la Société en matière de valeurs de liquidation réelles. Ces escomptes varient de 13 % à 46 %, avec une moyenne pondérée de 27 %.

(e) Les montants de la période précédente ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.

Variations non récurrentes de la juste valeur

Le tableau suivant présente la variation totale de la valeur des actifs et des passifs pour lesquels des ajustements de la juste valeur ont été comptabilisés pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, relatifs aux actifs et aux passifs détenus à ces dates.

31 décembre (en millions)	2020	2019	2018
	\$	\$	\$
Prêts ^(a)	(393)	(274)	(68)
Autres actifs ^(b)	(529)	182 ^(c)	132
Comptes créditeurs et autres passifs	(11)		
Total des gains/(pertes) de juste valeur non récurrents	(933)	(92)	64

(a) Comprend l'impact de certains prêts hypothécaires qui ont été redassés dans la catégorie des actifs détenus en vue de la vente.

(b) Comprend (134) millions de dollars, 201 millions de dollars et 149 millions de dollars pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, respectivement, de (pertes)/gains nets résultant de l'alternative de mesure

(c) Les montants de la période précédente ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.

Voir la note 12 pour plus d'informations sur l'évaluation des prêts dépendant d'une garantie.

Titres de participation sans juste valeur facilement déterminable

La Société évalue certains titres de participation sans juste valeur facilement déterminable au coût moins la dépréciation (le cas échéant), plus ou moins les variations de prix observables d'un investissement identique ou similaire d'un même émetteur, ces variations étant comptabilisées dans les autres revenus.

Lors de la détermination des nouvelles valeurs comptables suite à des changements de prix observables, la Société peut ajuster les prix si elle le juge nécessaire pour arriver aux justes valeurs estimées par la Société. Ces ajustements peuvent inclure des ajustements pour refléter les différents droits et obligations de titres similaires, et d'autres ajustements qui sont conformes aux techniques d'évaluation de la Société pour les investissements privés directs.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des titres de participation sans juste valeur facilement déterminable détenus aux 31 décembre 2020 et 2019, qui sont évalués selon l'alternative de mesure, ainsi que les ajustements connexes enregistrés au cours des périodes présentées pour ces titres dont les variations de prix sont observables. Ces titres sont inclus dans les tableaux de la juste valeur non récurrente lorsque les changements de prix applicables sont observables.

En date du ou pour l'année terminée le 31 décembre, (en millions)	2020	2019
	\$	\$
Autres actifs		
Valeur comptable ^(a)	2,368	2,441
Variations à la hausse de la valeur comptable ^(b)	167	243 ^(d)
Variations à la baisse de la valeur comptable/dépréciation ^(c)	(301)	(42)

(a) Les valeurs comptables en fin de période reflètent les achats et les ventes cumulés, ainsi que les variations à la hausse ou à la baisse de la valeur comptable.

(b) Les variations cumulées à la hausse de la valeur comptable entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2020 étaient de 708 millions de dollars.

(c) Les variations cumulées à la baisse de la valeur comptable/dépréciation entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2020 étaient de (430) millions de dollars.

(d) Les montants des périodes précédentes ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle

Les autres actifs ci-dessus comprennent la participation de la Société dans environ 40 millions d'actions ordinaires Visa de classe B, comptabilisées à une valeur comptable nominale. Ces actions sont actuellement soumises à certaines restrictions de transfert et seront convertibles en actions ordinaires Visa de classe A lors de la résolution finale de certains litiges impliquant Visa. Le taux de conversion des actions ordinaires de classe B de Visa en actions ordinaires de classe A de Visa est de 1,6228 au 31 décembre 2020, et peut être ajusté par Visa en fonction des développements liés aux litiges.

Informations supplémentaires sur la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés

Les GAAP US exigent la présentation de la juste valeur estimative de certains instruments financiers, qui sont inclus dans le tableau suivant. Toutefois, ce tableau ne comprend pas d'autres éléments, tels que les actifs non financiers, les actifs incorporels, certains instruments financiers et les relations avec les clients. De l'avis de la direction, ces éléments, dans leur ensemble, ajoutent une valeur significative à JPMorgan Chase, mais leur juste valeur n'est pas présentée dans ce tableau.

Instruments financiers dont la valeur comptable est proche de la juste valeur

Certains instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés sont comptabilisés à des montants qui se rapprochent de la juste valeur, en raison de leur nature à court terme et du risque de crédit généralement négligeable. Ces instruments comprennent la trésorerie et les créances sur les banques, les dépôts auprès des banques, les fonds fédéraux vendus, les titres achetés en vertu de contrats de revente et les titres empruntés, les créances à court terme et les intérêts courus à recevoir, les emprunts à court terme, les fonds fédéraux achetés, les titres prêtés et vendus en vertu de contrats de rachat, les comptes créditeurs et les charges à payer. En outre, les GAAPUS exigent que la juste valeur des passifs de dépôt sans échéance déclarée (c'est-à-dire les dépôts à vue, les dépôts d'épargne et certains dépôts sur le marché monétaire) soit égale à leur valeur comptable ; la reconnaissance de la valeur de financement inhérente à ces instruments n'est pas autorisée.

Le tableau suivant présente, par classification selon la hiérarchie des justes valeurs, les valeurs comptables et les justes valeurs estimées aux 31 décembre 2020 et 2019, des actifs et passifs financiers, à l'exclusion des instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur de façon récurrente, et leur classification dans la hiérarchie des justes valeurs.

(en millions)	31 décembre 2020					31 décembre 2019				
	Hiérarchie des justes valeurs estimée					Hiérarchie des justes valeurs estimée				
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total JV estimée	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total JV estimée
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers										
Liquidités et créances sur les banques	24.9	24.9	—	—	24.9	21.7	21.7	\$	\$	21.7
Dépôts auprès des banques	502.7	502.7	—	—	502.7	241.9	241.9	—	—	241.9
Intérêts courus et comptes à recevoir	89.4		89.3	0.1	89.4	71.3	—	71.2	0.1	71.3
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de contrats de revente	58.3	—	58.3	—	58.3	234.6	—	234.6	—	234.6
Titres empruntés	107.7	—	107.7	—	107.7	133.5	—	133.5	—	133.5
Titres de placement, détenus jusqu'à leur échéance	201.8	53.2	152.3	—	205.5	47.5	0.1	48.8	—	48.9
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes ^(a)	940.1	—	210.9	755.6	966.5	939.5	—	214.1	734.9	949.0
Autres	81.8	—	80.0	1.9	81.9	61.3	—	60.6	0.8	61.4
Passifs financiers										
Dépôts	2,129.8	—	2,128.9	—	2,128.9	1,533.8	—	1,534.1	—	1,534.1
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre de contrats de rachat	59.5	—	59.5	—	59.5	183.1	—	183.1	—	183.1
Emprunts à court terme	28.3	—	28.3	—	28.3	35.0	—	35.0	—	35.0
Comptes créditeurs et autres passifs	186.6	—	181.9	4.3	186.2	164.0	0.1	160.0	3.5	163.6
Intérêts bénéficiaires émis par les VIE consolidées	17.5	—	17.6	—	17.6	17.8	—	17.9	—	17.9
Dettes à long terme	204.8	—	209.2	3.2	212.4	215.5	—	218.3	3.5	221.8

(a) La juste valeur est généralement estimée à l'aide d'un modèle de flux de trésorerie actualisé qui intègre les caractéristiques des prêts sous-jacents (notamment le principal, le taux d'intérêt contractuel et les frais contractuels) et d'autres données clés, notamment les pertes de crédit attendues sur la durée de vie, les taux d'intérêt, les taux de remboursement anticipé et les spreads du marché primaire ou secondaire. Pour certains prêts, la juste valeur est mesurée sur la base de la valeur de la garantie sous-jacente. La valeur comptable du prêt tient compte de la provision pour pertes sur prêts, qui représente les pertes de crédit prévues du prêt sur sa durée de vie restante prévue. La différence entre la juste valeur estimée et la valeur comptable d'un prêt est généralement attribuable aux variations des taux d'intérêt du marché, y compris les écarts de crédit, les primes de liquidité du marché et d'autres facteurs qui influent sur la juste valeur d'un prêt mais pas sur sa valeur comptable.

La majorité des engagements liés aux prêts de la Société ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur de façon récurrente dans les bilans consolidés. La valeur comptable et la juste valeur estimée de ces engagements liés aux prêts de gros étaient les suivantes pour les périodes indiquées.

(en milliards)	31 décembre 2020					31 décembre 2019				
	Hiérarchie de la juste valeur estimée					Hiérarchie de la juste valeur estimée				
	Total valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total juste valeur estimée
	(a)(b)					(a)(b)				
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Engagements liés aux prêts de gros	2.2	–	–	2.1	2.1	1.2	–	–	1.9	1.9
(a) Exclut les valeurs comptables actuelles du passif de garantie et de l'actif compensatoire, chacun étant comptabilisé à sa juste valeur au début des garanties.										
(b) Comprend la provision de gros pour les engagements liés aux prêts.										

La Société n'estime pas la juste valeur des engagements liés à des prêts à la consommation hors bilan. Dans de nombreux cas, la Société peut réduire ou annuler ces engagements en donnant un préavis à l'emprunteur ou, dans certains cas autorisés par la loi, sans préavis. Voir la page 173 de la présente note pour une analyse plus approfondie de l'évaluation des engagements liés aux prêts.

Note 3 - Option de la juste valeur

L'option de la juste valeur permet de choisir la juste valeur comme alternative de mesure pour certains actifs financiers, passifs financiers, engagements fermes non comptabilisés et engagements de prêts écrits.

La Société a choisi d'évaluer certains instruments à la juste valeur pour plusieurs raisons, notamment pour atténuer la volatilité du compte de résultat causée par les différences entre la base d'évaluation des instruments choisis (par exemple, certains instruments qui seraient autrement comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice) et les accords de gestion des risques associés qui sont comptabilisés à la juste valeur, ainsi que pour mieux refléter les instruments qui sont gérés à la juste valeur.

Le choix de la juste valeur par la Société induit les instruments suivants :

- Les prêts achetés ou émis dans le cadre d'une activité « d'entreposage » de titrisation, soumis à la comptabilité de séparation, ou gérés sur la base de la juste valeur, y compris les engagements liés aux prêts.
- Certains accords de financement de titres
- Les intérêts bénéficiaires détenus dans les actifs financiers titrisés qui contiennent des dérivés de crédit incorporés, qui devraient autrement être comptabilisés séparément comme un instrument dérivé.
- Les obligations structurées, qui sont principalement des instruments financiers contenant des dérivés incorporés, émis dans le cadre d'activités axées sur les clients.
- Certains intérêts bénéficiaires à long terme émis par les fiducies de titrisation consolidées de CIB, dont les actifs sous-jacents sont comptabilisés à leur juste valeur.

Variations de la juste valeur en vertu du choix de l'option de la juste valeur

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur incluses dans les comptes de résultat consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, pour les éléments pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie. Les informations sur le résultat présentées ci-dessous comprennent uniquement les instruments financiers qui ont été choisis pour être évalués à la juste valeur ; les instruments de gestion des risques connexes, qui doivent être évalués à la juste valeur, ne sont pas inclus dans le tableau.

31 décembre (en millions)	2020			2019			2018		
	Transactions principales	Tous les autres revenus	Total variations JV enregistré(f)	Transactions principales	Tous les autres revenus	Total variations JV enregistré(f)	Transactions principales	Tous les autres revenus	Total variations JV enregistré(f)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds fédéraux vendus et titres achetés dans le cadre de contrats de revente	12	—	12	(36)	—	(36)	(35)	—	(35)
Titres empruntés	143	—	143	133	—	133	22	—	22
Actifs de transaction :									
Titres d'emprunt et de participation, sauf prêts	1,546	(1) ^(d)	1,545	2,482	(1) ^(d)	2,481	(1,680)	1 ^(d)	(1,679)
Prêts déclarés comme actifs de transaction :									
Variations du risque de crédit spécifique à l'instrument ^(a)	135	—	135	248	—	248	15	—	15
Autres variations de la JV ^(a)	(19)	—	(19)	(1)	—	(1)	28	—	28
Prêts :									
Variations du risque de crédit spécifique à l'instrument ^(a)	190	7 ^(d)	197	475	(d)	2	477	385	1 ^(d)
Autres variations de la JV ^(a)	470	3,239 ^(d)	3,709	267 ^(d)	1,224	1,491	138	185 ^(d)	323
Autres actifs ^(a)	103	(65) ^(e)	38	8 ^(e)	6	14	11	(45) ^(e)	(34)
Dépôts ^(b)	(726)		(726)	(1,730)		(1,730)	181		181
Fonds fédéraux achetés et titres prêtés ou vendus dans le cadre de contrats de rachat	(6)		(6)	(8)		(8)	11		11
Emprunts à court terme ^(b)	294		294	(693)		(693)	862		862
Passifs de transaction	2		2	6		6	1		1
Autres passifs	(94)		(94)		(16)		(16)		
Dettes à long terme ^{(b)(c)}	(2,120) ⁽¹⁾ ^(d)	(2,121)		(6,173)	1 ^(d)	(6,172)	2,695	—	2,695

(a) Au troisième trimestre de 2020, la Société a reclassé certaines positions liées aux prêts ayant fait l'objet du choix de l'option de la juste valeur des actifs de transaction en prêts et autres actifs. Les montants des périodes précédentes ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.

(b) Les gains/(pertes) non réalisés dus au risque de crédit spécifique à un instrument (DVA) pour les passifs pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont ensuite comptabilisés dans les produits des transactions principales lorsqu'ils sont réalisés. Les gains/(pertes) réalisés dus au risque de crédit spécifique à un instrument comptabilisés dans les produits des transactions principales se sont élevés à 20 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et n'étaient pas significatifs pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

(c) La dette à long terme évaluée à la juste valeur concerne principalement des obligations structurées. Bien que le risque associé aux obligations structurées soit activement géré, les gains/(pertes) présentés dans ce tableau n'incluent pas l'impact sur le compte de résultat des instruments de gestion du risque utilisés pour gérer ce risque.

(d) Présenté dans les frais d'hypothèque et les revenus connexes.

(e) Présenté dans les autres revenus.

(f) Les variations de la juste valeur excluent les intérêts contractuels, qui sont inclus dans les produits d'intérêts et les charges d'intérêts pour tous les instruments autres que les instruments financiers hybrides. Voir la note 7 pour plus d'informations sur les produits et charges d'intérêts.

Détermination du risque de crédit spécifique à un instrument pour les éléments pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie

Les paragraphes suivants décrivent comment les gains et les pertes attribuables aux variations du risque de crédit spécifique à un instrument ont été déterminés.

- Prêts et engagements liés à des prêts : pour les instruments à taux variable, toutes les variations de valeur sont attribuées au risque de crédit spécifique à l'instrument. Pour les instruments à taux fixe, une répartition des variations de valeur de la période est effectuée entre les variations de valeur liées au taux d'intérêt et celles liées au crédit. Les affectations sont généralement basées sur une analyse de l'écart de crédit spécifique à l'emprunteur et des informations sur le recouvrement, lorsqu'elles sont disponibles, ou sur une comparaison avec des entités ou des secteurs similaires.
- La dette à long terme : les changements de valeur attribuables au risque de crédit spécifique à l'instrument découlent principalement des changements observables dans l'écart de crédit de la Société tel qu'observé sur le marché obligataire.
- Accords de financement de titres : en général, pour ces types d'accords, il est exigé que des garanties soient maintenues avec une valeur marchande égale ou supérieure au montant principal prêté ; par conséquent, il n'y aurait aucun ajustement ou un ajustement négligeable pour le risque de crédit spécifique à l'instrument lié à ces accords.

Différence entre la juste valeur globale et le solde global du capital contractuel restant dû

Le tableau suivant présente la différence entre la juste valeur totale et le solde total du capital contractuel restant dû au 31 décembre 2020 et 2019, pour les prêts, la dette à long terme et les intérêts bénéficiaires à long terme pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie.

31 décembre, (en millions)	2020			2019		
	Capital contractuel impayé	Juste valeur	Juste valeur sur/ (sous) capital contractuel impayé	Capital contractuel impayé	Juste valeur	Juste valeur sur/ (sous) capital contractuel impayé
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Prêts						
Prêts non comptabilisés						
Prêts déclarés comme actifs de transaction ^(a)	3,386	555	(2,831)	2,563	234	(2,329)
Prêts ^(a)	1,867	1,507	(360)	964	696	(268)
Sous-total	5,253	2,062	(3,191)	3,527	930	(2,597)
Dus depuis 90 jours ou plus et garantis par le gouvernement^(b)						
Prêts déclarés comme actifs de transaction						
Prêts	328	317	(11)	138	129	(9)
Sous-total	328	317	(11)	138	129	(9)
Tous les autres prêts performants						
Prêts déclarés comme actifs de transaction ^(a)	7,917	6,439	(1,478)	8,288	6,779	(1,509)
Prêts ^(a)	42,022	42,650	628	43,955	44,130	175
Sous-total	49,939	49,089	(850)	52,243	50,909	(1,334)
Total prêts	55,520	51,468	(4,052)	55,908	51,968	(3,940)
Dette à long terme						
Dette protégée par le capital	40,560 ^(e)	40,526	(34)	40,124 ^(e)	39,246	(878)
Dette non protégée par le capital ^(d)	NA	36,291	NA	NA	36,499	NA
Total dette à long terme	NA	76,817	NA	NA	75,745	NA
Intérêts bénéficiaires à long terme						
Dette non protégée par le capital ^(d)	NA	41	NA	NA	36	NA
Total Intérêts bénéficiaires à long terme	NA	41	NA	NA	36	NA

(a) Au troisième trimestre de 2020, la Société a reclassé certaines positions liées aux prêts ayant fait l'objet du choix de l'option de la juste valeur des actifs de négociation en prêts et autres actifs. Les montants des périodes précédentes ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.

(b) Ces soldes sont exclus des prêts non comptabilisés car les prêts sont assurés et/ou garantis par des agences gouvernementales américaines.

(c) Il n'y avait aucun prêt productif en souffrance depuis quatre-vingt-dix jours ou plus aux 31 décembre 2020 et 2019.

(d) Le capital contractuel restant ne s'applique pas aux obligations structurées non protégées par le capital et aux intérêts bénéficiaires à long terme. Contrairement aux obligations structurées protégées par le capital et aux intérêts bénéficiaires à long terme, pour lesquels la Société est obligée de rembourser un montant déterminé de capital à l'échéance, les obligations structurées non protégées par le capital et les intérêts bénéficiaires à long terme n'obligent pas la Société à rembourser un montant déterminé de capital à l'échéance, mais, pour les obligations structurées, à rembourser un montant basé sur la performance d'une variable sous-jacente ou d'un élément dérivé intégré dans l'obligation. Toutefois, les investisseurs sont exposés au risque de crédit de la Société en tant qu'émetteur, tant pour les obligations non protégées par un capital que pour les obligations protégées par un capital.

(e) Lorsque la Société émet des obligations à coupon zéro ou à escompte protégées par le capital, le solde reflète le paiement du capital contractuel à l'échéance ou, le cas échéant, le paiement du capital contractuel à la prochaine date de remboursement de la Société.

Aux 31 décembre 2020 et 2019, le montant contractuel des engagements liés à des prêts pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie était de 18,1 milliards de dollars et de 8,6 milliards de dollars, respectivement, avec une juste valeur correspondante de (39) millions de dollars et de (120) millions de dollars, respectivement. Voir la note 28 pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers hors bilan liés aux prêts. Les montants des périodes précédentes ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation actuelle.

Produits d'obligations structurées par classification du bilan et par composante de risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des obligations structurées, par classification du bilan et par type de risque principal.

(en millions)	31 décembre 2020				31 décembre 2019			
	Emprunt à court terme			Total	Emprunt à court terme			Total
	Dettes à long terme		Dépôts		Dettes à long terme		Dépôts	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exposition au risque								
Taux d'intérêt	38,129	65	5,057	43,251	35,470	34	16,692	52,196
Crédit	6,409	1,022	-	7,431	5,715	875	-	6,590
Taux de change	3,613	92	-	3,705	3,862	48	5	3,915
Actions	26,943	5,021	6,893	38,857	29,294	4,852	8,177	42,323
Matières premières	250	13	232	495	472	32	1,454	1,958
Total obligations structurées	75,344	6,213	12,182	93,739	74,813	5,841	26,328	106,982

Note 4 - Concentrations de risque de crédit

Des concentrations de risque de crédit se produisent lorsqu'un certain nombre de clients, de contreparties ou de consommateurs sont engagés dans des activités commerciales similaires ou dans la même région géographique, ou lorsqu'ils présentent des caractéristiques économiques similaires qui feraient que leur capacité à remplir leurs obligations contractuelles serait affectée de manière similaire par des changements dans les conditions économiques.

JPMorgan Chase surveille régulièrement divers segments de ses portefeuilles de crédit afin d'évaluer les concentrations potentielles de risques de crédit et d'obtenir des garanties supplémentaires lorsque cela est jugé nécessaire et autorisé par les accords de la Société. La direction est fortement impliquée dans le processus d'approbation et d'examen des crédits, et les niveaux de risque sont ajustés en fonction des besoins pour refléter l'appétence au risque de la Société.

Dans le portefeuille de crédit à la consommation de la Société, les concentrations sont gérées principalement par produit et par région géographique aux États-Unis, avec un accent particulier sur les tendances et les concentrations au niveau du portefeuille, où les concentrations potentielles de risque de crédit peuvent être corrigées par des changements dans les politiques de souscription et les directives du portefeuille. Voir la note 12 pour de plus amples informations sur la composition géographique des portefeuilles de prêts à la consommation de la Société. Dans le portefeuille de gros, les concentrations de risque de crédit sont évaluées principalement par secteur d'activité et surveillées régulièrement à la fois au niveau du portefeuille global et au niveau de chaque client ou contrepartie.

L'exposition de gros de la Société est gérée par des syndicats de prêts et les participations, des ventes de prêts, des titrisations, des dérivés de crédit, des accords-cadres de compensation, des garanties et d'autres techniques de réduction des risques. Voir la note 12 pour des informations supplémentaires sur les prêts.

La Société ne pense pas que son exposition à un produit de prêt ou à un secteur d'activité particulier (par exemple, l'immobilier), ou son exposition aux prêts immobiliers résidentiels avec des ratios LTV élevés, entraîne une concentration significative du risque de crédit.

Les conditions des produits de prêt et la couverture de la garantie sont induites dans l'évaluation de la société lors de l'octroi de crédit et de l'établissement de sa provision pour pertes sur prêts.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition au crédit à la consommation et au crédit de gros, tant au bilan que hors bilan, par les trois segments du portefeuille de crédit de la Société au 31 décembre 2020 et 2019. La catégorie de risque du secteur du commerce de gros est généralement basée sur l'activité commerciale principale du client ou de la contrepartie.

Conjointement à l'adoption des CECL, la Société a reclassé les prêts et les engagements liés aux prêts des consommateurs, à l'exclusion du segment du portefeuille des cartes de crédit, au segment de portefeuille de gros, afin de s'aligner sur la méthodologie appliquée lors de la détermination de la provision. Les montants des périodes antérieures ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle. Voir la note 1 pour de plus amples renseignements.

31 décembre (en millions)	2020				2019			
	Au bilan				Au bilan			
	Exposition de crédit ^{(h)(o)}	Prêts ^m	Derivé	Hors bilan ^{(i)(k)}	Exposition de crédit ^m	Prêts ⁽ⁱ⁾	Dérivés	Hors bilan ^{(i)(k)}
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Consommateur, sauf carte de crédit	75,898	18,579	-	57,319	357,986	317,817	-	40,169
Carte de crédit^(a)	802,722	144,216	-	658,506	819,644	168,924	-	650,720
Total liés aux consommateurs^(a)	1,178,620	462,795		715,825	1,177,630	486,741		690,889
Liés à la vente de gros^(b)								
Immobilier	148,498	118,299	1,385	28,814	150,919	117,709	619	32,591
Particuliers et entités individuelles ^(c)	122,870	109,746	1,750	11,374	105,027	94,616	694	9,717
Consommateurs & Détaillants	108,437	39,013	2,802	66,622	106,986	36,985	1,424	68,577
Technologie, Médias & Télécommunications	72,150	14,687	4,252	53,211	60,033	15,322	2,766	41,945
Gestionnaires d'actifs	66,573	31,059	9,277	26,237	54,304	24,008	7,160	23,136
Industriels	66,470	21,143	1,851	43,476	62,483	22,063	878	39,542
Santé	60,118	19,405	3,252	37,461	50,824	17,607	2,078	31,139
Banques & sociétés financières	54,032	31,004	8,044	14,984	50,786	31,191	5,165	14,430
Automobile	43,331	17,128	5,995	20,208	35,118	18,844	368	15,906
Pétrole & Gaz	39,159	11,267	1,643	26,249	41,641	13,101	852	27,688
Govt nationaux et municipaux	38,286	18,054	2,347	17,885	30,095	13,271	2,000	14,824
Services publics	30,124	4,874	3,340	21,910	34,843	5,157	2,573	27,113
Produits chimiques & Plastiques	17,176	4,884	856	11,436	17,499	4,864	459	12,176
Gvt central	17,025	3,396	12,313	1,316	14,865	2,840	10,477	1,548
Transports	16,232	6,566	1,495	8,171	14,497	5,253	715	8,529
Métaux & Mines	15,542	4,854	882	9,806	15,586	5,364	402	9,820
Assurance	13,141	1,042	2,527	9,572	12,348	1,356	2,282	8,710
Sociétés de valeurs mobilières	8,048	469	4,838	2,741	7,381	757	4,507	2,117
Infrastructure des marchés financiers	6,515	19	3,757	2,739	4,121	13	2,482	1,626
Tous les autres ^(e)	100,713	58,038	7,024	35,651	79,598	51,357	1,865	26,376
Sous-total	1,044,440	514,947	79,630	449,863	948,954	481,678	49,766	417,510
Prêts détenus pour la vente et prêts à la juste valeur	35,111	35,111	-	-	29,201	29,201		
Dettes consommateurs ^(f)	47,710				33,706			
Total liés à la vente de gros	1,127,261	550,058	79,630	449,863	1,011,861	510,879	49,766	417,510
Total exposition^{(g)(h)}	2,305,881	1,012,853	79,630	1,165,688	2,189,491	997,620	49,766	1,108,399

(a) Comprend également les engagements liés aux prêts sur cartes commerciales, principalement dans CB et CIB.

(b) Les classements sectoriels présentés dans le tableau au 31 décembre 2019 sont basés sur les classements sectoriels des expositions correspondantes au 31 décembre 2020, et non sur les classements réels de ces expositions au 31 décembre 2019.

(c) Les particuliers et les entités individuelles se composent principalement de clients de la gestion de patrimoine au sein d'AWM et comprennent l'exposition aux sociétés d'investissement personnelles et aux fiducies personnelles et testamentaires.

(d) En plus de l'exposition au risque de crédit envers les Etats et les gouvernements municipaux (américains et non américains) aux 31 décembre 2020 et 2019, mentionnée ci-dessus, la Société détenait : 7,2 milliards de dollars et 6,5 milliards de dollars, respectivement, d'actifs de transaction ; 20,4 milliards de dollars et 29,8 milliards de dollars, respectivement, de titres disponibles à la vente ; et 12,8 milliards de dollars et 4,8 milliards de dollars, respectivement, de titres détenus jusqu'à leur échéance, émis par des gouvernements d'Etats et de municipalités américains. Voir la note 2 et la note 10 pour de plus amples informations.

(e) Tous les autres comprennent : les SPE et les organisations privées d'éducation et civiques, représentant respectivement environ 92 % et 8 % au 31 décembre 2020 et 90 % et 10 % au 31 décembre 2019. Voir la note 14 pour plus d'informations sur les expositions aux SPE.

(f) Les créances sur les clients reflètent les prêts sur marge détenus à des fins d'investissement pour les clients de courtage de CIB, CCB et AWM, qui sont garantis par des actifs conservés dans les comptes de courtage des clients (par exemple, liquidités en dépôt, des titres de créance ou de participation liquides et facilement négociables). En raison de cette garantie, aucune provision pour pertes de crédit n'est généralement constituée pour ces créances. Pour gérer son risque de crédit, la Société établit des exigences de marge et surveille les niveaux de marge requis de manière continue, et demande aux clients de déposer des liquidités supplémentaires ou d'autres garanties, ou de réduire leurs positions, le cas échéant. Ces créances sont comptabilisées dans les intérêts courus et les créances clients dans les bilans consolidés de la Société.

(g) Ne comprend pas les liquidités placées auprès des banques de 516,9 milliards de dollars et de 254,0 milliards de dollars, aux 31 décembre 2020 et 2019, respectivement, qui sont principalement placées auprès de diverses banques centrales, principalement des banques de la Réserve fédérale.

(h) L'exposition au crédit est nette des participations au risque et exclut l'avantage des dérivés de crédit utilisés dans les activités de gestion de portefeuille de crédit détenus contre des créances ou des prêts de dérivés et des titres liquides et autres garanties en espèces détenus contre des créances de dérivés.

(i) Au troisième trimestre de 2020, le Société a reclassé certaines positions liées à des prêts faisant l'objet du choix de l'option de juste valeur des actifs de transaction en prêts, ce qui a entraîné un reclassement correspondant de certains engagements hors bilan. Les montants des périodes antérieures ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.

(j) Au 31 décembre 2020, comprenait 19,2 milliards de dollars de prêts dans les services bancaires aux entreprises dans le cadre du PPP. Les prêts PPP sont garantis par la SBA. En dehors de certaines circonstances limitées, la Société ne comptabilise généralement pas de radiations, ne les classe pas comme non comptabilisées ni n'enregistre de provision pour pertes sur prêts sur ces prêts.

(k) Représente les instruments financiers liés aux prêts.

Note 5 – Instruments dérivés

Les contrats dérivés tirent leur valeur des prix des actifs sous-jacents, des indices, des taux de référence, d'autres données ou d'une combinaison de ces facteurs et peuvent exposer les contreparties aux risques et aux avantages d'un actif ou d'un passif sous-jacent sans avoir à investir initialement dans, à posséder ou à échanger l'actif ou le passif. JPMorgan Chase commercialise des produits dérivés pour ses clients et utilise également des produits dérivés pour couvrir ou gérer ses propres risques. La plupart des produits dérivés de la Société sont conclus à des fins de tenue de marché ou de gestion des risques.

Produits dérivés de tenue de marché

La majorité des produits dérivés de la Société sont conclus à des fins de tenue de marché. Les clients utilisent les produits dérivés pour atténuer ou modifier les risques liés aux taux d'intérêt, au crédit, de change, d'actions et aux matières premières. La Société gère activement les risques liés à son exposition à ces produits dérivés en conduisant d'autres contrats dérivés ou en achetant ou en vendant d'autres instruments financiers qui compensent partiellement ou totalement l'exposition aux dérivés des clients.

Dérivés de gestion des risques

La Société gère certaines expositions aux risques de marché et de crédit en utilisant des instruments dérivés, y compris des dérivés dans des relations de comptabilité de couverture et d'autres dérivés qui sont utilisés pour gérer les risques associés à des actifs et passifs spécifiques.

La Société utilise généralement des dérivés de taux d'intérêt pour gérer le risque lié aux variations des taux d'intérêt. Les actifs et les passifs à taux fixe s'apprécient ou se déprécient en valeur de marché en fonction des variations des taux d'intérêt. De même, les produits et les charges d'intérêt augmentent ou diminuent en raison de l'ajustement des actifs et des passifs à taux variable aux taux actuels du marché, et en raison du remboursement et de la création ou de l'émission ultérieure d'actifs et de passifs à taux fixe aux taux actuels du marché. Les gains et les pertes sur les instruments dérivés liés à ces actifs et passifs devraient compenser en grande partie cette variabilité.

Les dérivés sur devises sont utilisés pour gérer le risque de change associé à certains actifs et passifs libellés en devises étrangères (c'est-à-dire autres que le dollar américain) et aux transactions prévues, ainsi qu'aux investissements nets de la Société dans certaines filiales ou succursales non américaines dont la devise fonctionnelle n'est pas le dollar américain. En raison des fluctuations des devises étrangères, les valeurs équivalentes en dollars américains des actifs et passifs libellés en devises étrangères ou des revenus ou dépenses prévus augmentent ou diminuent. Les gains ou les pertes sur les instruments dérivés liés à ces actifs ou passifs libellés en devises étrangères, ou aux transactions prévues, devraient compenser en grande partie cette variabilité.

Les dérivés sur matières premières sont utilisés pour gérer le risque de prix de certains stocks de matières premières. Les gains ou les pertes sur ces instruments dérivés devraient compenser en grande partie la dépréciation ou l'appréciation des stocks correspondants.

Les dérivés de crédit sont utilisés pour gérer le risque de crédit de la contrepartie associé aux prêts et aux engagements liés aux prêts. Les dérivés de crédit dédommagent l'acheteur lorsque l'entité référencée dans le contrat subit un incident de crédit, tel qu'une faillite ou un défaut de paiement d'une obligation à l'échéance. Les dérivés de crédit consistent principalement en des CDS. Voir la section Dérivés de crédit aux pages 209-211 de la présente note pour une analyse plus approfondie des dérivés de crédit.

Se reporter au tableau des gains et pertes sur les dérivés de gestion des risques à la page 209 de la présente note, et aux tableaux des gains et pertes sur la comptabilité de couverture aux pages 206-208 de la présente note pour plus d'informations sur les dérivés de gestion des risques.

Contreparties des produits dérivés et types de règlement

La Société conclut des dérivés de gré à gré, qui sont négociés et réglés bilatéralement avec la contrepartie du dérivé. La Société conduit également, en tant que client, certains ETD (contrat à terme négocié en bourse) tels que des contrats à terme et des options, ainsi que des contrats dérivés compensés de gré à gré avec des contreparties centrales. Les contrats ETD sont généralement des contrats standardisés négociés sur une bourse et compensés par la CCP, qui est la contrepartie de la Société dès le début des transactions. Les produits dérivés compensés de gré à gré sont négociés sur une base bilatérale et ensuite novés à la CCP pour compensation.

Services de compensation de produits dérivés

La Société fournit des services de compensation à des clients pour lesquels la Société agit en tant que membre compensateur auprès de certaines bourses et chambres de compensation. La Société ne reflète pas les contrats dérivés des clients dans ses états financiers consolidés. Voir la Note 28 pour plus d'informations sur les services de compensation de la Société.

Comptabilisation des dérivés

Tous les produits dérivés autonomes que la Société exécute pour son propre compte doivent être enregistrés dans les bilans consolidés à leur juste valeur.

Comme l'autorisent les GAAP US, la Société compense les actifs et les passifs dérivés, ainsi que les créances et les dettes liées aux garanties en espèces liées, lorsqu'il existe un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire entre la Société et la contrepartie du dérivé. Voir la note 1 pour plus de détails sur la compensation des actifs et des passifs. La comptabilisation des changements de valeur d'un dérivé dépend de la désignation de la transaction et de son éligibilité à la comptabilité de couverture. Les dérivés qui ne sont pas désignés comme des couvertures sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur par le biais des résultats. Les tableaux figurant aux pages 202 à 209 de la présente note fournissent des informations supplémentaires sur le montant et la présentation des actifs, passifs, gains et pertes liés aux dérivés. Voir les notes 2 et 3 pour une analyse plus approfondie des dérivés incorporés dans les obligations structurées.

Dérivés désignés comme couvertures

La Société applique la comptabilité de couverture à certains dérivés exécutés à des fins de gestion des risques - généralement des dérivés de taux d'intérêt, de change et de matières premières. Cependant, JPMorgan Chase ne cherche pas à appliquer la comptabilité de couverture à tous les dérivés impliqués dans les activités de gestion des risques de la Société. Par exemple, la Société n'applique pas la comptabilité de couverture aux CDS achetés, utilisés pour gérer le risque de crédit des prêts et des engagements liés aux prêts, en raison des difficultés à qualifier ces contrats de couvertures. Pour la même raison, la Société n'applique pas la comptabilité de couverture à certains dérivés de taux d'intérêt, de change et de matières premières utilisés à des fins de gestion des risques.

Pour pouvoir bénéficier de la comptabilité de couverture, un dérivé doit être très efficace pour réduire le risque associé à l'exposition couverte. En outre, pour qu'un dérivé soit désigné comme une couverture, l'objectif et la stratégie de gestion des risques doivent être documentés. La documentation relative à la couverture doit identifier l'instrument dérivé de couverture, l'actif ou le passif ou la transaction prévue et le type de risque à couvrir, ainsi que la manière dont l'efficacité du dérivé est évaluée de manière prospective et rétrospective. Pour évaluer l'efficacité, la Société utilise des méthodes statistiques telles que l'analyse de régression, des méthodes non statistiques telles que la comparaison en dollars de la variation de la juste valeur du dérivé avec la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert, ainsi que des comparaisons qualitatives des conditions critiques et l'évaluation de toute modification de ces conditions. La mesure dans laquelle un dérivé a été, et devrait continuer à être, très efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert doit être évaluée et documentée au moins une fois par trimestre. S'il est déterminé qu'un dérivé n'est pas très efficace pour couvrir l'exposition désignée, la comptabilité de couverture est abandonnée.

Il existe trois types de désignation de comptabilité de couverture : les couvertures de juste valeur, les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'investissement net. JPMorgan Chase utilise les couvertures de juste valeur principalement pour couvrir la dette à long terme à taux fixe, les titres disponibles à la vente et certains stocks de matières premières. Pour les couvertures de juste valeur qualifiées, les variations de la juste valeur du dérivé et de la valeur de l'élément couvert pour le risque couvert sont comptabilisées dans les résultats. Certains montants exclus de l'évaluation de l'efficacité sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global et comptabilisés en résultat sur la durée de vie du dérivé. Si la relation de couverture prend fin, l'ajustement de l'élément couvert continue d'être comptabilisé comme faisant partie de la base de l'élément couvert et, pour les couvertures de taux d'intérêt de référence, est amorti dans les bénéfices en tant qu'ajustement du rendement. Les montants dérivés affectant les bénéfices sont comptabilisés conformément à la classification de l'élément couvert - principalement le revenu net d'intérêts et le revenu des transactions principales.

JPMorgan Chase utilise des couvertures de flux de trésorerie principalement pour couvrir l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie prévus pour les actifs et les passifs à taux variable et les produits et charges libellés en devises étrangères. Pour les couvertures de flux de trésorerie admissibles, les variations de la juste valeur du produit dérivé sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global et comptabilisées dans le résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat. Les montants des dérivés qui influent sur les résultats sont comptabilisés conformément au classement de l'élément couvert - principalement le revenu hors intérêts, le revenu net d'intérêts et la charge de rémunération. Si la relation de couverture prend fin, la variation de la valeur du dérivé comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global est comptabilisée dans les résultats lorsque les flux de trésorerie qui étaient couverts influent sur les résultats. Pour les relations de couverture qui sont interrompues parce que l'on s'attend à ce qu'une transaction prévue ne se produise pas conformément aux prévisions initiales de la couverture, toute valeur de dérivé connexe enregistrée dans le cumul des autres éléments du résultat global est immédiatement comptabilisée en résultat.

JPMorgan Chase utilise des couvertures d'investissement net pour protéger la valeur des investissements nets de la Société dans certaines filiales ou succursales non américaines dont la devise fonctionnelle n'est pas le dollar américain. Pour les couvertures d'investissement net qualifiées, les variations de la juste valeur des dérivés dues aux variations des taux de change au comptant sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global en tant qu'écarts de conversion. Les montants exclus de l'évaluation de l'efficacité sont comptabilisés directement en résultat.

Le tableau suivant présente les principales utilisations des dérivés par la Société et la désignation de la comptabilité de couverture ou la catégorie de divulgation correspondante.

Type de dérivés	Utilisation du dérivé	Désignation et divulgation	Segment ou unité affectée	Référence de page
Gérer les expositions au risque spécifiquement identifiées dans les relations de comptabilité de couverture qualifiée :				
• Taux d'intérêt	Couverture des actifs et passifs à taux fixe	Couverture de la JV	Entreprise	206-207
• Taux d'intérêt	Couverture des actifs et passifs à taux variables	Couverture de flux trésor	Entreprise	208
• Taux de change	Couverture des actifs et passifs libellés en devises	Couverture de la JV	Entreprise	206-207
• Taux de change	Couverture des produits et charges prévus libellés en devise étrangère	Couverture de flux trésor	Entreprise	208
• Taux de change	Couverture de la valeur des investissements de la société dans des entités dont la devise fonctionnelle n'est pas le dollar américain	Couverture d'invest net	Entreprise	208
• Matières premières	Couverture du stock de matières premières	Couverture de la JV	CIB	206-207
Gérer des expositions au risque spécifiquement identifiées et non désignées dans des relations de comptabilité de couverture qualifiées :				
• Taux d'intérêt	Gérer le risque lié aux engagements hypothécaires, aux interdictions d'entreposage et aux MSR	Gestion des risques spécifiés	CCB	209
• Crédit	Gérer le risque de crédit associé aux expositions aux prêts de gros	Gestion des risques spécifiés	CIB	209
• Taux d'intérêt et taux de change	Gérer le risque associé à certains autres actifs et passifs spécifiés	Gestion des risques spécifiés	Entreprise	209
Tenue de marché de produits dérivés et autres activités :				
• Divers	Tenue de marché et gestion des risques associés	Tenue de marché et autres	CIB	209
• Divers	Autres dérivés	Tenue de marché et autres	CIB, AWM, Entreprise	209

Montant notionnel des contrats dérivés

Le tableau suivant résume le montant notionnel des contrats dérivés en cours aux 31 décembre 2020 et 2019.

31 décembre (en milliards)	Montants notionnels ^(b)	
	2020	2019
	\$	\$
Contrats de taux d'intérêt		
Swaps	20,986	21,228
Futures et forwards	3,057	3,152
Options vendues	3,375	3,938
Options achetées	3,675	4,361
Total contrats de tx d'intérêts	31,093	32,679
Dérivés de crédit^(a)	1,201	1,242
Contrats de change		
Swaps sur devises	3,924	3,604
Spot, futures et forwards	6,871	5,577
Options vendues	830	700
Options achetées	825	718
Total contrats de change	12,450	10,599
Contrats sur actions		
Swaps	448	406
Futures et forwards	140	142
Options vendues	676	646
Options achetées	621	611
Total contrats sur actions	1,885	1,805

Contrats sur matières premières		
Swaps	138	147
Spot, futures et forwards	198	211
Options vendues	124	135
Options achetées	105	124
Total contrat sur matières premières	565	617
Total montants notionnels des dérivés	47,194	46,942

(a) Se référer à l'analyse sur les dérivés de crédit aux pages 209-211 pour plus d'informations sur les volumes et les types de contrats de dérivés de crédit.

(b) Représente la somme des contrats dérivés notionnels bruts longs et courts de tiers.

Bien que les montants notionnels divulgués ci-dessus donnent une indication du volume de l'activité de la Société en matière de dérivés, les montants notionnels dépassent largement, selon la Société, les pertes éventuelles qui pourraient résulter de ces transactions. Pour la plupart des contrats de dérivés, le montant notionnel n'est pas échangé ; il s'agit simplement d'un montant de référence utilisé pour calculer les paiements.

Impact des dérivés sur les bilans consolidés

Le tableau suivant résume les informations sur les créances et les dettes de dérivés (avant et après les ajustements de compensation) qui sont reflétées dans les bilans consolidés de la Société aux 31 décembre 2020 et 2019, par désignation comptable (par exemple, si les dérivés ont été désignés dans des relations de comptabilité de couverture qualifiée ou non) et par type de contrat.

Créances et dettes de dérivés autonomes ^(a)

31 décembre 2020 (en millions)	Créances brutes de dérivés				Dettes brutes de dérivés			
	Non désignés comme couvertures	Désignés comme couvertures	Total créances de dérivés	Créances de dérivés nettes ^(b)	Non désignés comme couvertures	Désignés comme couverture	Total créances de dérivés	Créances de dérivés nettes ^m
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs et passifs de transaction								
Tx d'intérêts	\$ 390,659	\$ 831	\$ 391,490	\$ 35,725	\$ 353,627	\$ -	\$ 353,627	\$ 13,012
Crédit	13,503	-	13,503	680	15,192	-	15,192	1,995
Taux de change	205,359	901	206,260	15,781	214,229	1,697	215,926	21,433
Actions	74,798		74,798	20,673	81,413	-	81,413	25,898
Matières premières	20,579	924	21,503	6,771	20,834	1,895	22,729	8,285
Total de la juste valeur des actifs et passifs de transaction	\$ 704,898	\$ 2,656	\$ 707,554	\$ 79,630	\$ 685,295	\$ 3,592	\$ 688,887	\$ 70,623

31 décembre 2019 (en millions)	Créances brutes de dérivés				Dettes brutes de dérivés			
	Non désignés comme couverture	Désignés comme couvertures	Total créances de dérivés	Créances de dérivés nettes ^(b)	Non désignés comme couvertures	Désignés comme couvertures	Total créances de dérivés	Créances de dérivés nettes ^m
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs et passifs de transaction								
Taux d'intérêt	\$ 312,451	\$ 843	\$ 313,294	\$ 27,421	\$ 279,272	\$ 1	\$ 279,273	\$ 8,603
Taux de change	14,876	-	14,876	701	15,121	-	15,121	1,652
Crédit	138,179	308	138,487	9,005	144,125	983	145,108	13,158
Taux de change	45,727	-	45,727	6,477	52,741	-	52,741	12,537
Actions	16,914	328	17,242	6,162	19,736	149	19,885	7,758
Matières premières								
Total de la juste valeur des actifs et passifs de transaction	\$ 528,147	\$ 1,479	\$ 529,626	\$ 49,766	\$ 510,995	\$ 1,133	\$ 512,128	\$ 43,708

(a) Les soldes excluent les obligations structurées pour lesquels l'option de la juste valeur a été choisie. Voir la Note 3 pour plus d'informations.

(b) Comme l'autorisent les GAAP US, la Société a choisi de compenser les créances et les dettes de produits dérivés ainsi que les créances et les dettes liées aux garanties en espèces lorsqu'il existe un accord-cadre de compensation juridiquement exécutoire.

Compensation des dérivés

Les tableaux suivants présentent, aux 31 décembre 2020 et 2019, les créances et les dettes de dérivés brutes et nettes par type de contrat et de règlement. Les créances et les dettes de dérivés, ainsi que les garanties en espèces connexes de la même contrepartie, ont été compensées dans les bilans consolidés lorsque la Société a obtenu un avis juridique approprié concernant l'accord-cadre de compensation. Lorsqu'un tel avis juridique n'a pas été demandé ou obtenu, les montants ne peuvent être compensés dans les bilans consolidés, et ces créances et dettes de dérivés sont présentées séparément dans les tableaux ci-dessous.

En plus des garanties en espèces reçues et transférées qui sont présentées sur une base nette avec les créances et dettes de dérivés, la Société reçoit et transfère des garanties supplémentaires (instruments financiers et espèces). Ces montants atténuent le risque de crédit de la contrepartie associé aux instruments dérivés de la Société mais ne peuvent pas être présentés sur une base nette :

- des garanties constituées de titres liquides et d'autres garanties en espèces détenues par des dépositaires tiers, qui sont présentées séparément en tant que « Garanties non comptabilisables dans les bilans consolidés » dans les tableaux ci-dessous, jusqu'au montant de l'exposition à la juste valeur. Les titres liquides représentent des actifs liquides de haute qualité tels que définis dans la règle LCR ;
- le montant de la garantie détenue ou transférée qui dépasse l'exposition à la juste valeur au niveau de la contrepartie individuelle, à la date présentée, qui est exclue des tableaux ci-dessous ;
- les garanties détenues ou transférées qui sont liées à des créances ou à des dettes de dérivés pour lesquelles un avis juridique approprié n'a pas été demandé ou obtenu en ce qui concerne l'accord-cadre de compensation, qui est exclue des tableaux ci-dessous.

31 Décembre, (en millions)	2020				2019	
	Créance de dérivés brute	Montants compensés dans le bilan consolidé	Créances de dérivés nettes	Créances de dérivés brutes	Montants compensés dans le bilan consolidé	Créances de dérivés nettes
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dérivés payables compensables selon GAAP US						
Contrats de taux d'intérêt						
OTC	367,056	(337,451)	29,605	299,205	(276,255)	22,950
OTC-compensés	18,340	(17,919)	421	9,442	(9,360)	82
Négociés en bourse ^(a)	554	(395)	159	347	(258)	89
Total contrat de taux d'intérêt	385,950	(355,765)	30,185	308,994	(285,873)	23,121
Contrats de crédit :						
OTC	9,052	(8,514)	538	10,743	(10,317)	426
OTC-compensés	4,326	(4,309)	17	3,864	(3,858)	6
Total contrats de crédit	13,378	(12,823)	555	14,607	(14,175)	432
Contrats de change :						
OTC	201,349	(189,655)	11,694	136,252	(129,324)	6,928
OTC-compensés	834	(819)	15	185	(152)	33
Négociés en bourse ^(a)	35	(5)	30	10	(6)	4
Total contrats de change	202,218	(190,479)	11,739	136,447	(129,482)	6,965
Contrats d'actions :						
OTC	34,030	(27,374)	6,656	23,106	(20,820)	2,286
Négociés en bourse ^(a)	28,294	(26,751)	1,543	19,654	(18,430)	1,224
Total contrats d'actions	62,324	(54,125)	8,199	42,760	(39,250)	3,510
Contrats sur matières premières						
OTC	10,924	(7,901)	3,023	7,093	(5,149)	1,944
OTC-compensés	20	(20)	-	28	(28)	-
Négociés en bourse ^(a)	6,833	(6,811)	22	6,154	(5,903)	251
Total contrats sur matières premières	17,777	(14,732)	3,045	13,275	(11,080)	2,195
Dettes dérivées avec avis juridique approprié	681,647	(627,924)	53,723	516,083	(479,860)	36,223
Créances de dérivés pour lesquelles un avis juridique approprié n'a pas été demandé ou obtenu.	25,907		25,907	13,543		13,543
Total des créances de dérivés comptabilisées dans les bilans consolidés	707,554		79,630	529,626		49,766
Garanties non comptabilisables dans les bilans consolidés			(14,806)			(13,052)
Montants nets			64,824			36,71

31 Décembre, (en millions)	2020				2019	
	Dettes de dérivés brutes	Montants compensés dans le bilan consolidé	Dettes de dérivés nettes	Dettes de dérivés brutes	Montants compensés dans le bilan consolidé	Dettes de dérivés nettes
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dérivés payables compensables selon GAAP US						
Contrats de taux d'intérêt						
OTC	331,854	(320,780)	11,074	267,311	(260,229)	7,082
OTC-compensés	19,710	(19,494)	216	10,217	(10,138)	79
Négociés en bourse	358	(341)	17	365	(303)	62
Total contrats taux d'intérêt	351,922	(340,615)	11,307	277,893	(270,670)	7,223
Contrats de crédit						
OTC	10,671	(9,141)	1,530	11,570	(10,080)	1,490
OTC-compensés	4,075	(4,056)	19	3,390	(3,389)	1
Total contrats de crédit	14,746	(13,197)	1,549	14,960	(13,469)	1,491
Contrats de change :						
OTC	210,803	(193,672)	17,131	142,360	(131,792)	10,568
OTC-Compensés de gré à gré	836	(819)	17	186	(152)	34
Négocié en bourse ^(a)	34	(2)	32	12	(6)	6
Total contrats de change	211,673	(194,493)	17,180	142,558	(131,950)	10,608

Contrats d'actions						
OTC	35,330	(28,763)	6,567	27,594	(21,778)	5,816
Négociés en bourse ^(a)	34,491	(26,752)	7,739	20,216	(18,426)	1,790
Total contrats d'actions	69,821	(55,515)	14,306	47,810	(40,204)	7,606
Contrats sur matières premières						
OTC	10,365	(7,544)	2,821	8,714	(6,235)	2,479
OTC-compensés	32	(32)		30	(30)	
Négociés en bourse ^(a)	7,391	(6,868)	523	6,012	(5,862)	150
Total contrats sur matières premières	17,788	(14,444)	3,344	14,756	(12,127)	2,629
Dettes de dérivés avec avis juridique approprié	665,950	(618,264)	47,686	497,977	(468,420)	29,557^(d)
Dettes de dérivés pour lesquelles un avis juridique approprié n'a pas été demandé ou obtenu.	22,937		22,937	14,151		14,151
Total des dettes de dérivés comptabilisées dans les bilans consolidés	688,887		70,623	512,128		43,708
Garanties non comptabilisables dans les bilans consolidés^{(b)(c)}			(11,964)			(6,960)
Montants nets			58,659			36,748

(a) Les soldes des dérivés négociés en bourse qui se rapportent à des contrats à terme sont réglés quotidiennement.

(b) Comprend les titres liquides et autres garanties en espèces détenus chez des dépositaires tiers en rapport avec des instruments dérivés pour lesquels un avis juridique approprié a été obtenu. Pour certaines contreparties, le montant de la garantie des instruments financiers peut dépasser les soldes des créances et des dettes de dérivés. Lorsque c'est le cas, le montant total déclaré est limité aux soldes nets des créances et des dettes de dérivés avec cette contrepartie. Au quatrième trimestre 2020, la Société a affiné son approche concernant la divulgation de garanties supplémentaires détenues par la Société qui peuvent être utilisées comme garantie lorsque la juste valeur de l'exposition du client est en faveur de la Société. Les montants de la période précédente ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.

(c) Les garanties de dérivés ne concernent que les instruments dérivés négociés de gré à gré et compensés de gré à gré.

(d) Les créances de dérivés nettes comprennent des garanties en espèces nettes de 88,0 milliards de dollars et 65,9 milliards de dollars aux 31 décembre 2020 et 2019, respectivement. Les dettes de dérivés nets à payer comprennent des garanties en espèces d'un montant net de 78,4 milliards de dollars et de 54,4 milliards de dollars aux 31 décembre 2020 et 2019, respectivement. Les garanties en espèces des dérivés concernent les instruments dérivés négociés de gré à gré et compensés de gré à gré.

Risque de liquidité et caractéristiques contingentes liées au crédit

En plus des risques de marchés spécifiques introduits par chaque type de contrat dérivé, les produits dérivés exposent JPMorgan Chase au risque de crédit - le risque que les contreparties aux dérivés fassent défaut pour remplir leurs obligations de paiement en vertu des contrats dérivés et que la garantie, le cas échéant, détenue par la Société s'avère d'une valeur insuffisante pour couvrir l'obligation de paiement. La politique de JPMorgan Chase est de rechercher activement, dans la mesure du possible, l'utilisation d'accords-cadres de compensation et d'accords de garantie juridiquement exécutoires afin d'atténuer le risque de crédit de la contrepartie inhérent aux créances de dérivés.

Alors que les créances de dérivés exposent la Société au risque de crédit, les dettes de dérivés exposent la Société au risque de liquidité, car les contrats dérivés exigent généralement que la Société dépose une garantie en espèces ou en titres auprès des contreparties lorsque la juste valeur des contrats évolue en faveur des contreparties ou lors de dégradations spécifiques des notations de crédit respectives de la Société et de ses filiales. Certains contrats dérivés prévoient également la résiliation du contrat, généralement en cas de dégradation de la notation de la Société ou de la contrepartie, à la juste valeur des contrats dérivés. Le tableau suivant présente la juste valeur globale des dettes nettes de dérivés négociés de gré à gré et compensés de gré à gré qui contiennent des garanties conditionnelles ou des clauses de résiliation pouvant être déclenchées en cas de dégradation des notations, ainsi que les garanties associées que la Société a déposées dans le cours normal de ses activités, aux 31 décembre 2020 et 2019.

Dettes de dérivés OTC et OTC-compensé contenant des déclencheurs de déclassement

31 décembre (en millions)	2020	2019
	\$	\$
Juste valeur globale des dettes de dérivés nettes	27,712	14,819
Garanties déposées	26,289	13,329

Le tableau suivant montre l'impact d'un abaissement d'un ou de deux crans de la notation des émetteurs à long terme de JPMorgan Chase & Co. et de ses filiales, principalement JPMorgan Chase Bank, N.A., aux 31 décembre 2020 et 2019, en ce qui concerne les contrats de dérivés négociés de gré à gré et compensés de gré à gré, assortis de garanties éventuelles ou de clauses de résiliation qui peuvent être déclenchées en cas d'abaissement de la notation. Les contrats de dérivés exigent généralement qu'une garantie supplémentaire soit déposée ou que les résiliations soient déclenchées lorsque le seuil de notation prédéfini est franchi. Un abaissement de la note par une seule agence de notation qui n'entraîne pas une note inférieure à une note correspondante préexistante fournie par une autre grande agence de notation n'entraînera généralement pas de garantie supplémentaire (sauf dans certains cas où une marge initiale supplémentaire peut être exigée en cas d'abaissement de la note), ni d'exigences en matière de paiements de résiliation. L'impact sur la liquidité dans le tableau est calculé sur la base d'un abaissement de la notation en dessous de la notation actuelle la plus basse des agences de notation mentionnées dans le contrat de dérivé.

Impact sur la liquidité des déclencheurs de déclassement sur les OTC et les OTC compensés

31 décembre, (en millions)	2020		2019	
	Déclassement d'un cran	Déclassement deux crans	Déclassement d'un cran	Déclassement deux crans
	\$	\$	\$	\$
Montant de la garantie supplémentaire à fournir en cas de déclassement(a)	119	1,243	189	1,467
Montant requis pour régler les contrats avec des déclencheurs de résiliation en cas de déclassement(b)	153	2,449	104	1,398

(a) Comprend les garanties supplémentaires à déposer pour la marge initiale.
(b) Les montants représentent les justes valeurs des dettes de dérivés, et ne reflètent pas les garanties déposées.

Dérivés conclus en vue de la vente de l'actif financier sous-jacent

Dans certains cas, la Société conclut des transactions dans lesquelles elle transfère des actifs financiers mais maintient l'exposition économique aux actifs transférés en concluant un dérivé avec la même contrepartie en prévision du transfert initial. La Société comptabilise généralement ces transferts comme des opérations de financement garanties, comme décrit dans la Note 11, mais dans certaines circonstances limitées, ils peuvent être comptabilisés comme une vente et un produit de dérivé selon les GAAP US. Le montant de ces transferts comptabilisés comme une vente lorsque le dérivé associé était en circulation n'était pas significatif aux 31 décembre 2020 et 2019.

Impact des dérivés sur le compte de résultat consolidé

Les tableaux suivants fournissent des informations relatives aux gains et aux pertes enregistrés sur les dérivés en fonction de leur désignation ou de leur objectif en matière de comptabilité de couverture.

Gains et pertes de couverture de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les dérivés, par type de contrat, utilisés dans les relations de comptabilité de couverture de la juste valeur, ainsi que les gains/(pertes) avant impôts enregistrés sur ces dérivés et les éléments couverts connexes pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, respectivement. La Société inclut les gains/(pertes) sur le dérivé de couverture dans le même poste des états consolidés des résultats que l'élément couvert connexe.

Exercice clos le 31 décembre 2020 (en millions)	Gains/(pertes) enregistrés en résultat			Impact des éléments exclus sur le compte de résultat(e)		Impact OCI
	Dérivés	Eléments couverts	Impact sur le compte de résultat	Méthode d'amortissement	Variations dans JV	Dérivés - Gains/(pertes) enregistrés dans OCI(f)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Type de contrat						
Taux d'intérêt(a)(b)	\$ 2,962	\$ (1,889)	\$ 1,073	\$ _	\$ 1,093	
Taux de change(c)	793	(619)	174	(457)	174	\$ 25
Matières premières(d)	(2,507)	2,650	143		137	
Total	\$ 1,248	\$ 142	\$ 1,390	\$ (457)	\$ 1,404	\$ 25

Exercice clos le 31 décembre 2019 (en millions)	Gains/(pertes) enregistrés en résultat			Impact des éléments exclus sur le compte de résultat(e)		Impact OCI
	Dérivés	Eléments couverts	Impact sur le compte de résultat	Méthode d'amortissement	Variations dans JV	Dérivés - Gains/(pertes) enregistrés dans OCI(f)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Type de contrat						
Taux d'intérêt(a)(b)	\$ 3,204	\$ (2,373)	\$ 831	\$ _	\$ 828	\$ 39
Taux de change(c)	154	328	482	(866)	482	
Matières premières(d)	(77)	148	71		63	
Total	\$ 3,281	\$ (1,897)	\$ 1,384	\$ (866)	\$ 1,373	\$ 39

Exercice clos le 31 décembre 2018 (en millions)	Gains/(pertes) enregistrés en résultat		Impact des éléments exclus sur le compte de résultat ^(e)		Impact OCI	
	Dérivés	Eléments couverts	Impact sur le compte de résultat	Méthode d'amortissement	Variations dans JV	Dérivés - Gains/(pertes) enregistrés dans OCI ^(f)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Type de contrat						
Taux d'intérêt ^{(a)/(b)}	\$ (1,145)	\$ 1,782	\$ 637	—	\$ 623	
Taux de change ^(c)	1,092	(616)	476	(566)	476	\$ (140)
Matières premières ^(d)	789	(754)	35		26	
Total	\$ 736	\$ 412	\$ 1,148	(566) \$	\$ 1,125	\$ (140)

(a) Il s'agit principalement de couvertures du risque de taux d'intérêt de référence (par exemple, le taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR »)) de la dette à long terme à taux fixe et des titres disponibles à la vente. Les gains et les pertes ont été enregistrés dans le revenu net d'intérêts.

(b) Ne comprend pas la charge d'amortissement associée à l'ajustement initial de la comptabilité de couverture appliquée à l'élément couvert. Cette charge est comptabilisée dans le revenu net d'intérêts et compense largement l'impact des éléments exclus sur le compte de résultat. Exclut également les intérêts courus sur les swaps de taux d'intérêt et les éléments couverts correspondants.

(c) Il s'agit principalement de couvertures du risque de change de la dette à long terme et des titres disponibles à la vente pour les variations des taux de change au comptant. Les gains et les pertes liés aux dérivés et aux éléments couverts en raison des variations des taux de change et de l'impact sur le compte de résultat des éléments exclus ont été enregistrés principalement dans le revenu des transactions principales et le revenu net d'intérêts.

(d) Comprend les couvertures globales de la juste valeur des stocks de matières premières physiques qui sont généralement comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette (la valeur de réalisation nette est proche de la juste valeur). Les gains et les pertes ont été enregistrés dans le revenu des transactions principales.

(e) L'évaluation de l'efficacité de la couverture exclut certaines composantes des variations de la juste valeur des dérivés et des éléments couverts, comme les points à terme sur les contrats de change à terme, les valeurs temporelles et les écarts de base interdevises. Les composantes exclues peuvent avoir une incidence sur les résultats soit par l'amortissement du montant initial sur la durée de vie du dérivé, soit par les variations de la juste valeur comptabilisées dans la période en cours.

(f) Représente la variation de la valeur des montants exclus de l'évaluation de l'efficacité selon l'approche de l'amortissement, principalement les écarts de base interdevises. Le montant exclu lors de la mise en place de la couverture est comptabilisé dans les résultats sur la durée de vie du dérivé.

Aux 31 décembre 2020 et 2019, les montants suivants ont été enregistrés dans les bilans consolidés en rapport avec certains ajustements cumulés de la base de couverture de la juste valeur qui devraient s'inverser par le biais du compte de résultat dans les périodes futures en tant qu'ajustement du rendement.

31 décembre 2020 (en millions)	Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et les autres éléments du résultat global/(perte)			Total
	Valeur comptable des éléments couverts ^{(a)/(b)}	Relations de couverture active	Relations de couverture interrompues ^{(d)/(e)}	
	\$	\$	\$	\$
Actifs				
Titres de placement – disponibles à la vente	139,684 (c)	3,572	847	4,419
Passifs				
Dette à long terme	177,611	3,194	11,473	14,667
Intérêts bénéficiaires émis par VIE consolidée	746	-	(3)	(3)

Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et les autres éléments du résultat global/(perte)

31 décembre 2019 (en millions)	Valeur comptable des éléments couverts^{(a)(b)}	Relations de couverture active	Relations de couverture interrompues^{(d)(e)}	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs				
Titres de placement – disponibles à la vente	125,860 (c)	2,110	278	2,388
Passifs				
Dette à long terme	157,545	6,719	161	6,880
Intérêts bénéficiaires émis par VIE consolidée	2,365	-	(8)	(8)

(a) Ne comprend pas les matières premières physiques d'une valeur comptable de 11,5 milliards de dollars et 6,5 milliards de dollars aux 31 décembre 2020 et 2019, respectivement, auxquelles la Société applique la comptabilité de couverture de la juste valeur. En raison de l'application de la comptabilité de couverture, ces stocks sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui entraîne la comptabilisation de gains et de pertes non réalisés dans les périodes en cours. Etant donné que la Société sort ces positions à la juste valeur, il n'y a pas d'impact supplémentaire sur le résultat net des périodes futures.

(b) Exclut les éléments couverts pour lesquels seul le risque de change est le risque couvert désigné, car les ajustements de base liés aux couvertures de change ne s'inverseront pas dans le compte de résultat au cours des périodes futures. Aux 31 décembre 2020 et 2019, la valeur comptable exclue pour les titres disponibles à la vente est de 14,5 milliards de dollars et 14,9 milliards de dollars, respectivement, et pour la dette à long terme est de 6,6 milliards de dollars et 2,8 milliards de dollars, respectivement.

(c) La valeur comptable représente le coût amorti, déduction faite de la provision, le cas échéant. Voir la note 10 pour de plus amples renseignements.

(d) Représente les ajustements de base existant à la date du bilan associés aux éléments couverts qui ont été déclassés des relations de couverture de juste valeur admissibles.

(e) Les montants positifs liés aux actifs représentent les ajustements cumulatifs de la base de couverture de la juste valeur qui réduiront le revenu net d'intérêt dans les périodes futures. Les montants positifs (négatifs) liés aux passifs représentent les ajustements cumulatifs de la base de couverture de la juste valeur qui augmenteront (réduiront) le revenu net d'intérêts au cours des périodes futures.

Gains et pertes de couverture de flux de trésorerie

Les tableaux suivants présentent les instruments dérivés, par type de contrat, utilisés dans les relations de comptabilité de couverture des flux de trésorerie, ainsi que les gains/(pertes) avant impôts enregistrés sur ces dérivés, pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, respectivement. La Société inclut les gains/(pertes) sur le dérivé de couverture dans le même poste des états consolidés des résultats que la variation des flux de trésorerie sur l'élément couvert correspondant.

Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et les autres éléments du résultat global/(perte)

Exercice clos le 31 décembre 2020 (en millions)	Montants reclassés de AOCI vers résultat	Montants enregistrés en OCI	Variation totale dans OCI pour la période
	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	570	3,582	3,012
Taux de change ^(b)	-	41	41
Total	570	3,623	3,053

Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et les autres éléments du résultat global/(perte)

Exercice clos le 31 décembre 2019 (en millions)	Montants reclassés de AOCI vers résultat	Montants enregistrés en OCI	Variation totale dans OCI pour la période
	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	28	3	25
Taux de change ^(b)	(75)	125	200
Total	103	122	225

Exercice clos le 31 décembre 2018 (en millions)	Gains/(pertes) sur dérivés enregistrés dans le résultat et les autres éléments du résultat global/(perte)		
	Montants reclassés de AOCI vers résultat	Montants enregistrés en OCI	Variation totale dans OCI pour la période
	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'intérêt ^(a)	44	(44)	(88)
Taux de change ^(b)	(26)	(201)	(175)
Total	18	(245)	(263)

(a) Il s'agit principalement de couvertures d'actifs et de passifs à taux variable indexés sur le LIBOR. Les gains et les pertes ont été enregistrés dans le revenu net d'intérêts.

(b) Il s'agit principalement de couvertures du risque de change des produits et charges non libellés en dollars américains. La classification des gains et des pertes dans le compte de résultat suit l'élément couvert - principalement les revenus hors intérêts et les charges de rémunération.

La Société n'a pas connu de transactions prévues qui ne se sont pas réalisées pour les exercices clos en 2020, 2019 et 2018.

Au cours des 12 prochains mois, la Société s'attend à ce qu'environ 818 millions de dollars (après impôts) de gains nets enregistrés dans le cumul des autres éléments du résultat global au 31 décembre 2020, liés aux couvertures de flux de trésorerie, soient comptabilisés en résultat. Pour les couvertures de flux de trésorerie qui ont été résiliées, la durée maximale pendant laquelle les résultats des dérivés enregistrés dans le cumul des autres éléments du résultat global seront comptabilisés en résultat est d'environ neuf ans, ce qui correspond à l'échéance des flux de trésorerie prévus couverts à l'origine. Pour les couvertures de flux de trésorerie ouvertes, la durée maximale pendant laquelle les transactions prévues sont couvertes est d'environ sept ans. Les transactions prévues à plus long terme de la Société sont liées aux activités principales de prêt et d'emprunt.

Gains et pertes de couverture d'investissement net

Le tableau suivant présente les instruments de couverture, par type de contrat, qui ont été utilisés dans des relations de comptabilité de couverture d'investissement net, ainsi que les gains/(pertes) avant impôts enregistrés sur ces instruments pour les exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018.

Exercice clos le 31 décembre (en millions)	2020		2019		2018	
	Montants enregistrés en résultat ^{a)(b)}	Montants enregistrés en OCI	Montants enregistrés en résultat ^{a)(b)}	Montants enregistrés en OCI	Montants enregistrés en résultat ^{a)(b)}	Montants enregistrés en OCI
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dérivés de change	(122)	(1,408)	72	64	11	1,219

(a) Certains composants des dérivés de couverture peuvent être exclus de l'évaluation de l'efficacité de la couverture, tels que les points à terme sur les contrats de change à terme. La Société choisit d'enregistrer les variations de la juste valeur de ces montants directement dans les autres revenus.

(b) Ne comprend pas les montants reclassés des autres éléments du résultat global en résultat lors de la vente ou de la liquidation des entités couvertes. La Société a reclassé des gains/(pertes) nets avant impôts de 3 millions de dollars et 18 millions de dollars dans les autres produits, et (17) millions de dollars dans les autres charges liées à la liquidation de certaines entités juridiques au cours des exercices clos les 31 décembre 2020, 2019 et 2018, respectivement. Voir la Note 24 pour de plus amples informations.

Gains et pertes sur les dérivés utilisés à des fins de gestion de risques spécifiés

Le tableau suivant présente les gains/(pertes) avant impôts enregistrés sur un nombre limité de dérivés, non désignés dans des relations de comptabilité de couverture, qui sont utilisés pour gérer les risques associés à certains actifs et passifs spécifiés, y compris certains risques découlant des engagements hypothécaires, des prêts *warehouse*, des MSR, des expositions aux prêts de gros et des actifs et passifs libellés en devises étrangères.

Exercice clos au 31 décembre (en millions)	Gains/(pertes) sur les dérivés enregistrés en résultat		
	2020	2019	2018
	\$	\$	\$
Type de contrat			
Taux d'interjette ^(a)	2,994	1,491	79
Crédit ^(b)	(176)	(30)	(21)
Taux de change ^(c)	43	(5)	117
Total	2,861	1,456	175
(a) Représente principalement les dérivés de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt inhérent aux engagements hypothécaires, aux prêts warehouse et aux MSR, ainsi qu'aux engagements écrits de création de prêts warehouse. Les gains et les pertes ont été enregistrés principalement dans les commissions sur les prêts hypothécaires et les revenus connexes.			
(b) Concerne les dérivés de crédit utilisés pour atténuer le risque de crédit associé aux expositions de prêt dans les activités de gros de la Société. Ces dérivés ne comprennent pas les dérivés de crédit utilisés pour atténuer le risque de crédit de la contrepartie découlant des créances de dérivés, qui est inclus dans les gains et les pertes sur les dérivés liés aux activités de tenue de marché et autres dérivés. Les gains et les pertes ont été comptabilisés dans les revenus des transactions principales.			
(c) Concerne principalement les dérivés utilisés pour atténuer le risque de change de certains actifs et passifs libellés en devises étrangères. Les gains et les pertes ont été comptabilisés dans le produit des opérations principales.			

Gains et pertes sur dérivés liés aux activités de tenue de marché et autres dérivés

La Société effectue des opérations de tenue de marché sur des dérivés afin de répondre aux besoins des clients et utilise des dérivés pour gérer certains risques associés aux positions nettes à risque ouvertes provenant de ses activités de tenue de marché, y compris le risque de crédit de la contrepartie découlant des créances sur produits dérivés. Tous les dérivés qui ne sont pas inclus dans les catégories de comptabilité de couverture ou de gestion des risques spécifiés ci-dessus sont inclus dans cette catégorie. Les gains et les pertes sur ces dérivés sont principalement enregistrés dans les revenus des transactions principales. Voir la note 6 pour plus d'informations sur les revenus des transactions principales.

Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des instruments financiers dont la valeur est dérivée du risque de crédit associé à la dette d'un émetteur tiers (l'entité de référence) et qui permettent à une partie (l'acheteur de la protection) de transférer ce risque à une autre partie (le vendeur de la protection). Les dérivés de crédit exposent l'acheteur de la protection à la solvabilité du vendeur de la protection, car ce dernier est tenu d'effectuer des paiements en vertu du contrat lorsque l'entité de référence subit un événement de crédit, tel qu'une faillite, un défaut de paiement de son obligation ou une restructuration. Le vendeur de la protection de crédit reçoit une prime pour la fourniture de la protection, mais il court le risque que l'instrument sous-jacent référencé dans le contrat soit soumis à un événement de crédit.

La Société est à la fois acheteur et vendeur de protection sur le marché des dérivés de crédit et utilise ces dérivés à deux fins principales. Premièrement, en tant que teneur de marché, la Société gère activement un portefeuille de dérivés de crédit en achetant et en vendant des protections de crédit, principalement sur des titres de créance d'entreprises, pour répondre aux besoins des clients. Deuxièmement, en tant qu'utilisateur final, la Société utilise des dérivés de crédit pour gérer le risque de crédit associé aux expositions aux prêts (prêts et engagements non financés) et aux expositions aux contreparties de dérivés dans les activités de gros de la Société, et pour gérer le risque de crédit découlant de certains instruments financiers dans les activités de tenue de marché de la Société. Voici un résumé des différents types de dérivés de crédit.

Swaps de défaut de crédit

Les dérivés de crédit peuvent faire référence au crédit d'une entité de référence unique (« single-name ») ou d'un indice large. La Société achète et vend une protection sur les obligations à référence unique et sur les indices. Les contrats CDS sur référence unique et les CDS sur indice sont des contrats dérivés de gré à gré ou compensés de gré à gré. Les CDS à référence unique sont utilisés pour gérer le risque de défaut d'une seule entité de référence, tandis que les contrats CDS sur indice sont utilisés pour gérer le risque de crédit associé à des marchés du crédit plus larges ou à des segments de marché du crédit. Comme le S&P 500 et d'autres indices boursiers, un indice de CDS consiste en un portefeuille de CDS sur de nombreuses entités de référence. De nouvelles séries d'indices CDS sont périodiquement établies avec un nouveau portefeuille sous-jacent d'entités de référence afin de refléter les changements sur les marchés du crédit. Si l'une des entités de référence de l'indice connaît un incident de crédit, l'entité de référence qui a fait défaut est retirée de l'indice. Les CDS peuvent également être référencés par rapport à des portefeuilles spécifiques de noms de référence ou par rapport à des niveaux d'exposition personnalisés en fonction des demandes spécifiques des clients : par exemple, pour fournir une protection contre les premiers 1 million de dollars de pertes de crédit réalisées dans un portefeuille d'exposition de 10 millions de dollars. De telles structures sont communément appelées tranches de CDS.

Pour les contrats CDS à référence unique et les contrats CDS sur indice, en cas de survenance d'un événement de crédit, selon les termes d'un contrat CDS, aucune des parties au contrat CDS n'a de recours contre l'entité de référence. L'acheteur de protection a recours au vendeur de protection pour la différence entre la valeur nominale du contrat CDS et la juste valeur de l'obligation de référence au moment du règlement du contrat de dérivé de crédit, également appelée valeur de recouvrement. L'acheteur de protection n'a pas besoin de détenir le titre de créance de l'entité de référence sous-jacente pour recevoir les montants dus en vertu du contrat de CDS lorsqu'un événement de crédit se produit.

Notes liées à la valeur du crédit

Une note liée à la valeur du crédit est un dérivé de crédit financé par lequel l'émetteur de la note liée à la valeur du crédit achète à l'investisseur dans la note liée à la valeur du crédit une protection de crédit sur une entité de référence ou un indice. En vertu du contrat, l'investisseur paie à l'émetteur la valeur nominale de la note au début de la transaction et, en retour, l'émetteur verse des paiements périodiques à l'investisseur, en fonction du risque de crédit de l'entité de référence. L'émetteur rembourse également à l'investisseur la valeur nominale de la note au début de la transaction, à moins que l'entité de référence (ou l'une des entités qui composent un indice de référence) ne subisse un événement de crédit spécifié. Si un événement de crédit se produit, l'émetteur n'est pas obligé de rembourser la valeur nominale de la note, mais il paie plutôt à l'investisseur la différence entre la valeur nominale de la note et la juste valeur de l'obligation de référence en défaut au moment du règlement. Aucune des parties à la note liée à la valeur du crédit n'a de recours contre l'entité de référence en défaut.

Les tableaux suivants présentent un résumé des montants notionnels des dérivés de crédit et des notes liées à la valeur du crédit que la Société a vendus et achetés aux 31 décembre 2020 et 2019. Lors d'un événement de crédit, la Société, en tant que vendeur de protection, ne paierait généralement qu'un pourcentage du montant notionnel total de la protection nette vendue, car le montant effectivement requis pour être payé sur les contrats tient compte de la valeur de recouvrement de l'obligation de référence au moment du règlement. La Société gère le risque de crédit sur les contrats d'autoprotection en achetant une protection auprès des entités de référence sous-jacentes identiques ou similaires. Les autres protections achetées mentionnées dans les tableaux suivants comprennent les dérivés de crédit achetés sur des positions de référence connexes, mais non identiques (y compris les indices, la couverture de portefeuille et d'autres points de référence) ainsi que la protection achetée par le biais de notes liées à la valeur du crédit.

La Société n'utilise pas les montants notionnels des dérivés de crédit comme principale mesure de gestion des risques pour ces dérivés, car le montant notionnel ne tient pas compte de la probabilité de survenance d'un événement de crédit, de la valeur de recouvrement de l'obligation de référence ou des instruments de trésorerie et des couvertures économiques connexes, chacun de ces éléments réduisant, selon la Société, les risques associés à ces dérivés.

Total des dérivés de crédit et des notes liées à la valeur du crédit

31 décembre 2020 (en millions)	Paiement maximum/Montant notionnel			
	Production vendue	Protection achetée avec des sous-jacents identiques ^(b)	Protection nette (vendue)/achetée ^(c)	Autres protection achetée ^(d)
	\$	\$	\$	\$
Dérivés de crédit				
Swaps de défaut de crédit	(535,094)	554,565	19,471	4,001
Autres dérivés de crédit ^(a)	(40,084)	57,344	17,260	9,415
Total dérivés de crédit	(575,178)	611,909	36,731	13,416
Notes liées à la valeur du crédit			-	10,248
Total	(575,178)	611,909	36,731	23,664

31 décembre 2019 (en millions)	Paiement maximum/Montant notionnel			
	Protection achetée avec des sous-jacents identiques ^(b)			
	Protection vendue	Protection nette (vendue)/achetée ^(c)	Autres protection achetée ^(d)	
	\$	\$	\$	\$
Dérivés de crédit				
Swaps de défaut de crédit	(562,338)	571,892	9,554	3,936
Autres dérivés de crédit ^(a)	(50,395)	46,541	(3,854)	7,364
Total dérivés de crédit	(612,733)	618,433	5,700	11,300
Note liée à la valeur du crédit	—	—	—	9,606
Total	(612,733)	618,433	5,700	20,906

(a) Les autres dérivés de crédit comprennent principalement des options de swap de crédit et des swaps de rendement total.

(b) Représente le montant notionnel total de la protection achetée lorsque l'instrument de référence sous-jacent est identique à l'instrument de référence de la protection vendue ; le montant notionnel de la protection achetée pour chaque instrument de référence sous-jacent individuel identique peut être supérieur ou inférieur au montant notionnel de la protection vendue.

(c) Ne tient pas compte de la juste valeur de l'obligation de référence au moment du règlement, qui réduirait généralement le montant que le vendeur de la protection verse à l'acheteur de la protection pour déterminer la valeur de règlement.

(d) Représente la protection achetée par la Société sur des instruments référencés (nom unique, porte-feuille ou indice) lorsque la Société n'a pas vendu de protection sur l'instrument de référence identique.

(e) Les montants de la période précédente ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.

Les tableaux suivants résument les montants notionnels par notations, le profil d'échéance et la juste valeur totale, des dérivés de crédit et des notes liées à la valeur du crédit aux 31 décembre 2020 et 2019, où JPMorgan Chase est le vendeur de la protection. Le profil d'échéance est basé sur l'échéance contractuelle restante des contrats de dérivés de crédit. Le profil de notation est basé sur la notation de l'entité de référence sur laquelle le contrat de dérivé de crédit est basé. Les notations et le profil d'échéance des dérivés de crédit et des notes liées à la valeur du crédit pour lesquels JPMorgan Chase est l'acheteur de la protection sont comparables au profil reflété ci-dessous.

Protection vendue - dérivés de crédit et notations des notes liées à la valeur de crédit^(a)/profil d'échéance

31 décembre 2020 (en millions)				Total montant notionnel	JV des créances	JV des dettes	JV nette
	<1 an	1-5 ans	>5 ans				
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Note de risque de l'entité de référence	(93,905)	(307,648)	(35,879)	(436,879)	5,521	(835)	4,686
Titres de qualité supérieure	(31,809)	(97,337)	(9,153)	(138,299)	3,953	(2,542)	1,411
Titres de qualité inférieure	(125,714)	(404,985)	(44,479)	(575,178)	9,474	(3,377)	6,097

31 décembre 2019 (en millions)				Total montant notionnel	JV des créances	JV des dettes	JV nette
	<1 an	1-5 ans	>5 ans				
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Note de risque de l'entité de référence	(119,788)	(311,407)	(42,129)	(473,324)	6,168	(901)	5,267
Titres de qualité supérieure	(41,799)	(87,769)	(9,841)	(139,409)	4,287	(2,817)	1,470
Titres de qualité inférieure	(161,587)	(399,176)	(51,970)	(612,733)	10,455	(3,718)	6,737

(a) L'échelle de notation est principalement basée sur les notations de crédit externes définies par S&P et Moody's.

(b) Les montants sont présentés sur une base brute, avant le bénéfice des accords-cadres de compensation juridiquement exécutoires, y compris la compensation des garanties en espèces.

(c) Les montants de la période précédente ont été révisés pour être conformes à la présentation actuelle.

VII. – RAPPORT DU CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE INDEPENDANT.

Au Conseil d'administration et aux actionnaires de JPMorgan Chase & Co. :

Opinion sur les états financiers et le contrôle interne du reporting financier

Nous avons vérifié les bilans consolidés ci-joints de JPMorgan Chase & Co. et de ses filiales (la « Société ») au 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que les comptes de résultat consolidés, le résultat global, les variations des capitaux propres et les flux de trésorerie pour chacun des trois exercices de la période de trois ans qui s'est achevée le 31 décembre 2020, y compris les notes y afférentes (collectivement appelés les « états financiers consolidés »). Nous avons également vérifié le contrôle interne du reporting financier de la Société au 31 décembre 2020, sur la base des critères fixés par le COSO, le comité des sponsors (*Committee of Sponsoring Organizations*) de la Commission Treadway dans son « Cadre intégré 2013 du Contrôle interne ».

A notre avis, les états financiers consolidés mentionnés ci-dessus donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que des résultats de leurs activités et de leurs flux financiers pour chacun des trois exercices compris dans la période achevée le 31 décembre 2020, conformément aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis. Egalement à notre avis, la Société a maintenu, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard du reporting financier au 31 décembre 2020, sur la base des critères établis dans le « Cadre intégré 2013 du Contrôle interne » publié par le COSO.

Changement des principes comptables

Comme indiqué à la note 1 et à la note 13 des états financiers consolidés, la Société a modifié la manière dont elle comptabilise les pertes de crédit sur certains instruments financiers en 2020.

Fondement des opinions

La direction de la Société est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière, ainsi que de son évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, incluse dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés de la Société et sur le contrôle interne de l'information financière de la Société sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'expertise comptable enregistré auprès du Public Company Accounting Oversight Board (Etats-Unis) (PCAOB) et nous sommes tenus d'être indépendants de la Société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et réglementations applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué nos audits conformément aux normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons les audits afin d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci soient dues à des erreurs ou à des fraudes, et qu'un contrôle interne efficace sur l'information financière a été maintenu dans tous les aspects significatifs.

Nos audits des états financiers consolidés ont comporté l'exécution de procédures visant à évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés, qu'elles soient dues à une erreur ou à une fraude, et l'exécution de procédures répondant à ces risques. Ces procédures ont consisté à examiner, par sondage, les éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Nos audits ont également consisté à évaluer les principes comptables utilisés et les estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à évaluer le risque qu'une faiblesse importante existe, et à tester et évaluer la conception et l'efficacité du fonctionnement du contrôle interne en fonction du risque évalué. Nos audits ont également consisté à effectuer les autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits fournissent une base raisonnable pour nos opinions.

Définition et limites du contrôle interne relatif aux rapports financiers

Le contrôle interne d'une société en matière d'information financière est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne d'une société en matière d'information financière comprend les politiques et procédures qui (i) concernent la tenue de registres qui, de manière raisonnablement détaillée, reflètent de manière exacte et juste les transactions et les cessions des actifs de la société ; (ii) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour permettre la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, et que les recettes et les dépenses de la société ne sont effectuées que conformément aux autorisations de la direction et des administrateurs de la société ; et (iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection en temps utile de l'acquisition, de l'utilisation ou de la cession non autorisées des actifs de la société qui pourraient avoir un effet significatif sur les états financiers.

En raison de ses limites inhérentes, le contrôle interne relatif aux rapports financiers peut ne pas prévenir ou détecter des anomalies. En outre, les projections de toute évaluation de l'efficacité sur des périodes futures sont soumises au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de conditions, ou que le degré de respect des politiques ou des procédures se détériore.

Questions critiques de l'audit

Les questions critiques d'audit communiquées ci-dessous sont des questions découlant de l'audit des états financiers consolidés de la période en cours qui ont été communiquées ou devaient être communiquées au comité d'audit et qui : (i) concernent des comptes ou des informations qui sont significatifs pour les états financiers consolidés et (ii) ont nécessité des jugements particulièrement difficiles, subjectifs ou complexes. La communication des questions critiques d'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, et nous ne fournissons pas, en communiquant les questions critiques d'audit ci-dessous, des opinions distinctes sur les questions critiques d'audit ou sur les comptes ou les informations auxquelles elles se rapportent.

Provision pour pertes sur prêts - composante basée sur le portefeuille des portefeuilles de prêts de gros et de prêts sur cartes de crédit.

Comme décrit dans la note 13 des états financiers consolidés, la provision pour pertes sur prêts pour la composante basée sur le portefeuille des portefeuilles de prêts de gros et de prêts sur cartes de crédit était de 23,4 milliards de dollars sur un total de prêts détenus basés sur le portefeuille de 653,4 milliards de dollars au 31 décembre 2020. La provision pour pertes sur prêts de la Société représente l'estimation par la direction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie restante des portefeuilles de prêts de la Société et tient compte des changements futurs prévus dans les conditions macroéconomiques. La composante basée sur le portefeuille de la provision pour pertes sur prêts de la Société pour les portefeuilles de prêts de gros et de prêts sur cartes de crédit commence par un calcul quantitatif des pertes de crédit attendues sur la durée de vie prévue du prêt en appliquant des facteurs de perte de crédit à l'exposition estimée en cas de défaut. Les facteurs de perte de crédit appliqués sont déterminés sur la base de la moyenne pondérée de cinq scénarios macroéconomiques développés en interne qui prennent en considération les perspectives économiques de la Société telles qu'elles ressortent des variables macroéconomiques prévues, dont les plus importantes sont le chômage aux Etats-Unis et le produit intérieur brut réel aux Etats-Unis. Ce calcul quantitatif est ensuite ajusté pour tenir compte de l'imprécision du modèle, des évaluations des risques émergents, des tendances et d'autres facteurs subjectifs qui ne sont pas encore reflétés dans l'estimation de la perte de crédit.

Les principaux éléments qui nous ont permis de déterminer que la mise en œuvre de procédures relatives à la provision pour pertes sur prêts pour la composante basée sur le portefeuille des portefeuilles de prêts de gros et de prêts sur cartes de crédit est une question critique d'audit sont (i) le jugement et l'estimation significatifs de la direction dans la prévision des variables macroéconomiques, en particulier le chômage aux Etats-Unis et le produit intérieur brut réel aux Etats-Unis, étant donné que les prévisions de la Société sur les conditions économiques affectent de manière significative son estimation des pertes de crédit attendues à la date du bilan, (ii) l'importance du jugement et de l'estimation de la direction dans la détermination du calcul quantitatif utilisé dans ses estimations de pertes de crédit et les ajustements pour prendre en compte l'imprécision du modèle, les évaluations des risques émergents, les tendances et autres facteurs subjectifs qui ne sont pas encore reflétés dans l'estimation des pertes de crédit, ce qui a conduit à un degré élevé de jugement de l'auditeur, de subjectivité et d'effort de la part de l'auditeur dans la mise en œuvre des procédures et dans l'évaluation des éléments probants de l'audit obtenus concernant les estimations de pertes de crédit et le caractère approprié des ajustements des estimations de pertes de crédit, et (iii) l'effort d'audit impliquant des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer les éléments probants de l'audit.

Le traitement de cette question a impliqué la mise en œuvre de procédures et l'évaluation d'éléments probants de l'audit dans le cadre de la formation de notre opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures comprenaient le test de l'efficacité des contrôles relatifs à la provision pour pertes sur prêts de la Société, y compris les contrôles sur la validation du modèle et la génération de scénarios macroéconomiques. Ces procédures comprenaient également, entre autres, le test du processus de la direction pour l'estimation de la provision pour pertes sur prêts, ce qui impliquait (i) l'évaluation de la pertinence des modèles et des méthodologies utilisés dans les calculs quantitatifs ; (ii) l'évaluation du caractère raisonnable des prévisions du chômage et du produit intérieur brut réel des Etats-Unis ; (iii) le test de l'exhaustivité et de l'exactitude des données utilisées dans l'estimation (iv) l'évaluation du caractère raisonnable des ajustements apportés par la direction aux résultats quantitatifs pour tenir compte de l'impact de l'imprécision des modèles, des évaluations des risques émergents, des tendances et d'autres facteurs subjectifs qui ne sont pas encore reflétés dans l'estimation des pertes de crédit. Ces procédures incluent également le recours à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer la pertinence de certains modèles, méthodologies et variables macroéconomiques.

Juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3

Comme décrit dans les notes 2 et 3 des états financiers consolidés, la Société comptabilise 1,2 trillion de dollars d'actifs et 437,6 milliards de dollars de passifs à leur juste valeur sur une base récurrente. Ces soldes comprennent 10,3 milliards de dollars d'actifs de transaction et 41,5 milliards de dollars de passifs évalués à leur juste valeur sur une base récurrente, collectivement des instruments financiers, qui sont classés au niveau 3 car ils contiennent une ou plusieurs données d'évaluation non observables et importantes pour leur évaluation de la juste valeur. La Société a utilisé des modèles d'évaluation développés en interne et des données non observables pour estimer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Les données non observables utilisées par la direction pour estimer la juste valeur de certains de ces instruments financiers comprennent les cours à terme des actions, la volatilité relative aux taux d'intérêt et aux cours des actions et la corrélation relative aux taux d'intérêt, aux cours des actions, au crédit et aux taux de change.

Les principaux éléments qui nous ont permis de déterminer que la mise en œuvre de procédures relatives à la juste valeur de certains instruments financiers de niveau 3 est une question critique d'audit sont (i) l'importance du jugement et de l'estimation de la direction dans la détermination des données utilisées pour estimer la juste valeur, ce qui a conduit à un degré élevé de jugement, de subjectivité et d'effort de la part de l'auditeur dans la mise en œuvre des procédures relatives à la juste valeur de ces instruments financiers, et (ii) l'effort d'audit a impliqué des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer les éléments probants obtenus à partir de ces procédures.

Le traitement de cette question a nécessité la mise en œuvre de procédures et l'évaluation d'éléments probants dans le cadre de la formation de notre opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures ont consisté à tester l'efficacité des contrôles relatifs aux processus de détermination de la juste valeur par la Société, qui comprennent des contrôles sur les modèles, les entrées et les données. Ces procédures comprenaient également, entre autres, l'implication de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à développer une estimation indépendante de la juste valeur pour un échantillon de ces instruments financiers. L'élaboration de l'estimation indépendante a consisté à tester l'exhaustivité et l'exactitude des données fournies par la direction, à élaborer des données indépendantes et, le cas échéant, à évaluer et à utiliser les données non observables susmentionnées de la direction, et à comparer l'estimation de la direction à l'estimation indépendante de la juste valeur.

Pricewaterhousecoopers LLP
23 février 2021

Nous sommes les commissaires aux comptes de la Société depuis 1965.

VIII. – RAPPORT DE GESTION.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la succursale : 14 place Vendôme 75001 PARIS.